



RAPPORT D'EVALUATION INTERNE PADEQ, MALI 2017

Acronymes

ONG	O rganisation N on G ouvernementale
PADEQ	P rogramme d' A ppui à l' A mélioration de la Q ualité de l' E ducation
ASDE	A nalyste S ituationnelle des D roits de l' E nfant
RARE	R éseau d' A cteur pour le R enouveau de l' E ducation
ALPHALOG	A ssociation L ibre pour la P romotion de l' H abitat et du L ogement
ASG	A ssociation S uubahi G umu
GAAS	G roupe d' A ide et d' A ction au S ahel
BNCE	B ureau N ational C atholique pour l' E nfance
CAP	C entre d' A nimation P édagogique
AE	A cadémie d' E nseignement
DRPFEF	D irection R égionale de la P romotion de la F emme, de l' E nfant et de la F amille
CGS	C omité de G estion S colaire
SEA	S uivi E valuation A pprentissage
TDL	T echnicien de D éveloppement L ocal
CSCOM	C entre de S anté C ommunautaire
MARP	M éthode A ccélérée de R echerche P articipative
DEF	D iplôme d' E tude F ondamentale
EIR	E mission I nteractive par la R adio
APE	A ssociation des P arents d' E lèves
AME	A ssociation des M ères d' E lèves
TRA	T emps R éel d' A pprentissage
CDPE	C entre de D éveloppement de la P etite E nfance
PACETEM	P rogramme d' A ccès à l' E ducation pour T ous les E nfants au M ali
CADD	C ellule d' A ppui à la D écentralisation et à la D éconcentration
EPC	E pargne p our le C hangement
UNGEI	U nited N ation G irl's E ducation, I nitiative
ADE	A pproche D roits de l' E nfant
FONGIM	F édération des ONG I nternationales au M ali

Table des matières

Résumé exécutif	4
Introduction	8
A. Contexte institutionnel	8
B. Présentation du programme.....	9
I. Objectifs de l'évaluation à mi-parcours	12
II. Méthodologie de l'évaluation	18
A. Phase préparatoire de la mission	18
B. Phase de préparation et de collecte des données	19
C. Phase de traitement et d'analyse des données.....	21
III. Présentation et analyse des résultats	22
A. Pertinence.....	22
A. Appréciation Globale du critère	22
B. Présentation générale des résultats	23
C. Analyse des résultats par Acteurs externes.....	24
D. Recommandations des acteurs interviewés.....	27
E. Conclusion.....	28
B. Efficacité réalisation des objectifs.....	29
A. Appréciation Global du critère.....	29
B. Analyse des résultats par Acteurs.....	30
C. Recommandations pour l'amélioration du programme.....	33
D. Conclusion	33
C. Effet	34
A. Appréciation Global du critère.....	34
B. Analyse par acteurs.....	35
C. Recommandations	41
D. Conclusion	41
D. Durabilité	42
A. Appréciation Global du critère.....	42
B. Analyse des résultats par Acteurs.....	44
C. Recommandations	45
D. Conclusion	45

E. Approche genre	46
A. Appréciation globale sur le critère	46
B. Analyse des résultats par acteurs	47
C. Recommandations à l'endroit d'Educo Mali	49
D. Conclusion	50
F. Approche Droits de l'Enfant	50
A. Appréciation globale du critère	50
B. Analyse des résultats par acteurs	51
C. Recommandations	54
D. Conclusion	55
IV. CONCLUSIONS	56
Comparaison des Résultats Acteurs Externes / Educo	58
Recommandations pour Educo Mali :	58
ANNEXES	61

Résumé exécutif

L'équipe d'Educo au Mali a souhaité faire une évaluation à mi-parcours de son programme P.A.D.E.Q. (Programme d'Appui à l'Amélioration de la Qualité de l'Education) mis en œuvre par Educo et ses partenaires locaux dans 4 communes rurales du CAP (Centre d'Animation Pédagogique) de Farako et ses écoles primaires, dans la région de Ségou. Prévu sur quatre années (2016 – 2019), il intervient sur le droit à l'éducation, notamment sur les questions liées à l'accès, la qualité de l'enseignement et la gouvernance du système éducatif.

L'objectif de l'évaluation était d'évaluer l'atteinte des résultats du programme à mi-parcours et d'en tirer : des leçons apprises, les difficultés et des recommandations pour améliorer son exécution. Au point de vue institutionnel, l'évaluation interne de ce programme contribue à l'objectif 4.2 du Plan Stratégique qui vise à créer une culture de travail axée sur la redevabilité. Au niveau de l'équipe SEA (Suivi, Evaluation et Apprentissage), cette évaluation a été une opportunité pour renforcer les compétences des équipes et commencer à tester des outils d'évaluation qui pourront servir au niveau global à Educo.

L'évaluation a utilisée des méthodes exclusivement qualitatives, notamment la réalisation de 8 focus groups adultes, 5 focus groups enfants et 18 entretiens semi-directifs. Les acteurs qui ont participé à cette évaluation sont : les partenaires de mise en œuvre, l'équipe d'Educo, le CAP, les CGS (Comité de Gestion Scolaire), les Mairies, les CSCOM (Centre de Santé Communautaire), les élèves, les directeurs d'école, les enseignants¹, les parents d'élèves, l'AE (Académie d'Enseignement) et la DRPFEF (Direction Régionale de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille). Ils représentent l'ensemble de acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme.

Au niveau conceptuel, les différents outils et approches méthodologiques ont été développés par l'équipe SEA Afrique (Pays et Région ensemble) avec l'accompagnement technique de l'équipe SEA au siège. Au niveau opérationnel, les travaux de terrain ont été conduits par les SEA Mali, Bénin et Burkina Faso et l'équipe de mise en œuvre d'Educo à Bako.

¹ Ou enseignantes pour tout le document.

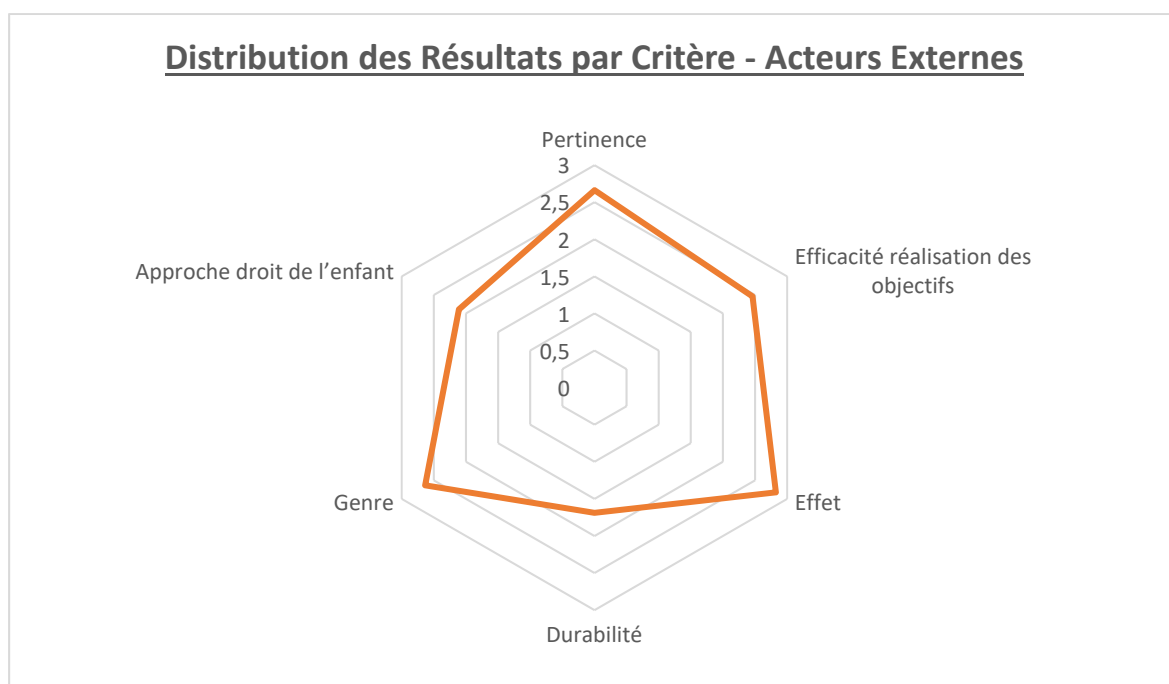
Les critères utilisés pour l'évaluation ont été : la pertinence, l'efficacité, l'effet, la durabilité, l'approche genre et le respect des droits de l'Enfant. Les conclusions principales pour chaque critère sont les suivantes :

- **Pertinence** : l'ensemble des acteurs s'accordent pour dire que le programme de Bako est pertinent. Au-delà de cette unanimité, certaines spécificités ont été évoquées notamment de la part des élèves qui estiment que bien que le programme fournisse une réponse qui reflète leurs besoins, l'intervention n'aborde pas la problématique des enfants déscolarisés notamment les filles ni celle du manque d'enseignants au primaire.
- **Efficacité** : il ressort de l'analyse des réponses que les objectifs du programme sont en voie d'être atteints et qu'il n'y pas de crainte à ce niveau-là. La prise en compte des recommandations de l'évaluation pour la suite des activités devrait permettre d'atteindre les objectifs prévus.
- **Effet** : des changements sont déjà perceptibles à mi-parcours. Ces changements sont relatifs à l'augmentation du nombre des inscrits par école, au changement de comportement des parents dans le suivi scolaire des enfants, à la propreté du cadre de vie des communautés, à la réduction du taux d'abandon des élèves et en particulier des filles, à l'amélioration du niveau de lecture et d'écriture des enfants, etc.
- **Durabilité** : ce critère a été le moins bien noté par l'ensemble des acteurs. Il ressort que les stratégies pour assurer la durabilité ne sont pas suffisamment développées par le programme. Nous pouvons noter que sur la perception même de la durabilité, il y a des visions antagonistes de la part des pouvoirs publics et de l'équipe d'Educo. Il existe néanmoins, certains aspects positifs tels que les formations pédagogiques et les cantines scolaires.
- **Genre** : l'ensemble des acteurs s'accordent de façon unanime que l'approche genre est prise en compte dans la mise en œuvre des activités du programme. Mais, l'équipe d'évaluation pense que le genre reste parfois incompris par certaines catégories de

personnes, notamment les garçons et parfois par d'autres responsables de structures et surtout la communauté.

- **Droits des enfants** : les populations confirment que le programme a contribué à l'amélioration du respect des Droits de l'Enfant dans la zone d'intervention, notamment sur le droit à l'éducation. Mais des violations sont toujours à signaler, notamment la persistance des châtiments corporels infligés aux enfants dans les familles et à l'école ainsi que les violences entre élèves ne permettant pas de garantir un environnement familial et scolaire bientraitant où les enfants puissent jouir pleinement de leurs droits.

Le graphique suivant présente le score sur 3 obtenu par chaque critère.



L'analyse de différentes réponses par acteur et par critère a donné lieu à une série de recommandations effectuées par l'équipe d'évaluation. Ces recommandations se résument comme suit :

- **Travailler la durabilité**, harmoniser la compréhension de l'ensemble des acteurs sur ce qu'est la durabilité ainsi que sur des stratégies concrètes qui permettent de garantir la pérennité des acquis.

- **Les aspects liés au genre** devraient faire l'objet d'un plan de renforcement de capacités organisationnelles et programmatiques au sein de l'équipe d'Educo Mali et ses partenaires par le siège.
- **Les stratégies liées à la qualité de l'enseignement** peuvent faire un passage à l'échelle dans l'ensemble de la zone d'intervention.
- **Inclure une stratégie en faveur des enfants exclus du système** (non scolarisés ou déscolarisés) soit avec les fonds du PACETEM (Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali) soit sur fonds propres.
- Le programme devrait renforcer les actions de prévention pour la **protection des enfants, notamment contre le châtime nt corporel**.
- Il faudrait qu'Educo Mali développe une stratégie de **plaidoyer** afin d'assurer la durabilité des actions entreprises.

De manière globale les objectifs de l'évaluation interne ont été atteints, tant au point de vue de la délégation du Mali qui a pu développer des recommandations pertinentes pour l'amélioration du PADEQ, qu'au niveau des équipes SEA qui ont pu tester les outils et tirer des leçons qui seront utiles pour élargir ce type d'évaluations internes à d'autres pays et continents.

Introduction

A. Contexte institutionnel

Fruit de la fusion entre la fondation Intervida et l'ONG Education sans frontière, Educo est une ONG globale de coopération pour le développement qui agit en faveur des enfants et pour la défense de leurs droits. Après sa fusion avec l'ONG Education sans frontières, elle a procédé à une restructuration de ces fondements organisationnels. A la suite de ce processus, Educo a révisé et reformulé ces fondements institutionnels et a établi trois objectifs stratégiques de développement axés sur le droit à l'éducation, à la protection et sur les pratiques de bonne gouvernance.

Au niveau du Mali, la délégation d'Educo a effectué entre 2014 et 2015 un diagnostic institutionnel participatif, un renforcement de capacités de ses équipes sur les l'approche droits de l'Enfant, une analyse situationnelle sur les droits de l'Enfant (ASDE) sur la thématique de l'éducation dans la région de Ségou et l'élaboration du plan pays 2016-2018. Ces documents stratégiques ont donné lieu aux programmes d'Educo Mali sur quatre ans.

Le programme qui fait l'objet de cette évaluation à mi-parcours interne est le programme situé dans la zone de Bako : Programme d'Appui à l'Amélioration du Droit à une Education de Qualité pour tous (P.A.D.E.Q) / Bako). Il poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- Atteinte des conditions nécessaires pour garantir une éducation fondamentale à tous les enfants sans aucune distinction, pour apprendre à être, à faire, à connaître et à vivre ensemble
- Promotion des processus d'enseignement et d'apprentissage pertinents, créatifs et inclusifs axés sur les élèves en leur permettant de développer pleinement leur personnalité, leurs talents et leurs capacités.

Promotion d'une éducation inclusive, critique et participative pour la jouissance des droits humains, en interaction permanente avec l'environnement pour construire des sociétés plus justes.

Après 22 mois de mise en œuvre, les équipes pays ont souhaité faire une évaluation intermédiaire en interne, pour une révision des stratégies mises en œuvre pour atteindre les

objectifs prévus par le programmes, avec la possibilité d'introduire des modifications et des améliorations.

Cette évaluation à mi-parcours a été conduite par l'unité suivi, évaluation et apprentissage régionale, les responsables de suivi, évaluation et apprentissage du Benin, du Burkina Faso et du Mali avec l'appui du siège et la coordination régionale.

B. Présentation du programme

Le programme évalué, Programme d'Appui à l'Amélioration du Droit à une Education de Qualité pour tous (P.A.D.E.Q) à Bako fait suite à la mise en œuvre en 2016 du plan pays de l'ensemble des programmes d'Educo développé au Mali. Il a été élaboré sur la base de l'ASDE éducation, avec la participation active d'Educo, ainsi que les acteurs clés de l'éducation et mis en œuvre avec l'appui de ses partenaires d'exécution (RARE, ALPHALOG, ASG, GAAS, et BNCE).

Le P.A.D.E.Q intervient sur le CAP de Farako dans 4 communes rurales qui sont : Baguindadougou, Samaoulala, Diganidougou et Farako avec 16 écoles partenaires en 2016. En 2017 Educo a décidé d'étendre son intervention, sur cette zone, à 8 nouvelles écoles ce qui fait un total de 23 écoles.

Objectifs et Résultats attendus du PADEQ de Bako

Le CAP de Farako, est une zone particulièrement enclavée du fait de sa position géographique et très peu d'acteurs interviennent dans cette zone du fait des difficultés d'accès. Les populations des communes de Farako, Sama Foulala, Diganidougou et Baguindadougou n'ont pas accès à l'électricité. Le taux d'accès sur place aux infrastructures sociales et aux équipements de base (à la santé, à l'eau potable, à la communication etc..) reste faible.

Objectif général : Contribuer à la jouissance du droit des enfants à une éducation équitable transformatrice et de qualité dans les communes du CAP de BAKO et pour atteindre cet objectif global 3 objectifs spécifiques ont été déclinés qui sont :

OS1 : Atteinte des conditions nécessaires pour garantir une éducation fondamentale à tous les enfants sans aucune distinction, pour apprendre à être, à faire, à connaître et à vivre ensemble.

OS2 : Promotion des processus d'enseignement et d'apprentissage pertinents, créatifs et inclusifs axés sur les élèves en leur permettant de développer pleinement leur personnalité, leurs talents et leurs capacités.

OS3 : Promotion d'une éducation inclusive, critique et participative pour la jouissance des droits humains, en interaction permanente avec l'environnement pour construire des sociétés plus justes.

Les résultats attendus sont :

R1.1 : Les enfants des communautés nomades, des villages isolés, trop âgés ainsi que ceux vivant avec un handicap et les filles accèdent à des structures d'éducation de base adaptées dans les communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako d'ici 2019.

R1.2 : l'abandon scolaire des enfants est réduit dans les communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako d'ici 2019

R1.3 : Les espaces scolaires partenaires des communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako sont sûrs, protecteurs, bienveillants et stimulants ils sont inclusifs et s'adaptent à la réalité du contexte d'ici 2019.

R2.1 Le temps réel d'apprentissage est amélioré dans les 16 écoles partenaires des Communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako d'ici 2019.

R2.2 : Les enseignants appliquent les pédagogie actives dans les 16 écoles partenaires des communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako d'ici 2019.

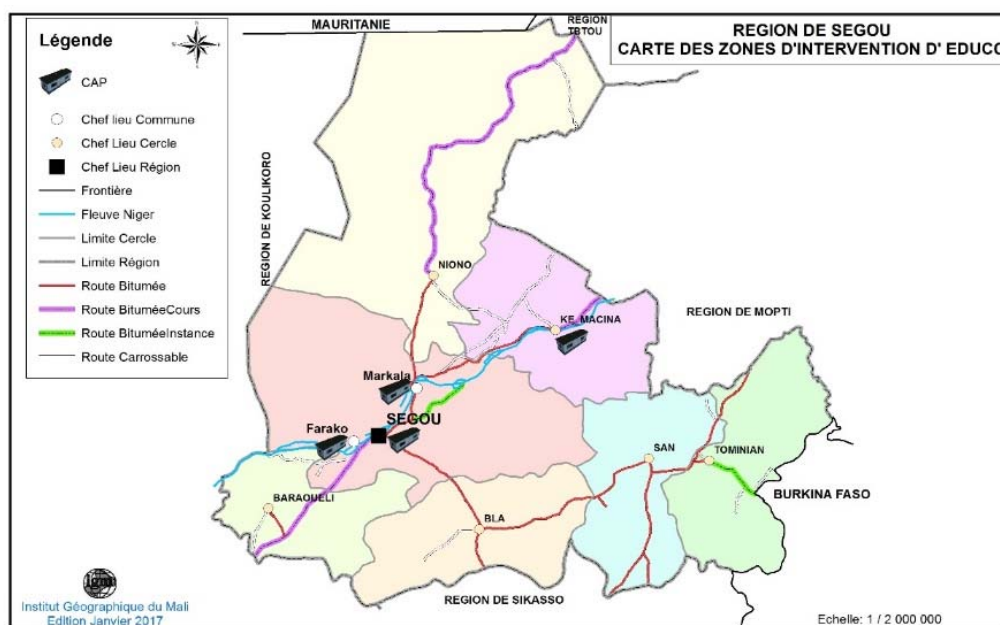
R2.3 : Les conditions d'apprentissages sont adaptées et améliorées dans les 16 écoles partenaires des communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako et permettent aux enfants de développer pleinement leurs talents et capacités d'ici 2019.

R3.1 : La représentativité des femmes dans les CGS est améliorée dans les écoles partenaires de Bako d'ici 2019.

R3.2 : La participation active des enfants à la gestion des écoles partenaires de Bako est effective d'ici 2019.

R3.3 : Les acteurs de l'école des communes d'intervention d'Educo du CAP de Farako connaissent leurs rôles et obligations dans la gestion de l'école et les respectent d'ici 2019.

Carte zone d'intervention Educo



I. Objectifs de l'évaluation à mi-parcours

L'objectif de cette évaluation à mi-parcours est de contribuer à :

- Analyser les progrès réalisés par rapport aux résultats attendus au cours des 22 premiers mois de ce programme (preuves de changements positifs ou négatifs ou qui n'ont pas eu lieu).
- Dégager les actions pour renforcer le changement positif ou redresser les changements jugés négatifs ou qui n'ont pas eu lieu.
- Apprécier la pertinence du projet en fonction des besoins des groupes cibles.
- Tirer les leçons de la mise en œuvre pour éventuellement réorienter les actions et interventions capables d'améliorer cette mise en œuvre pour le reste du programme.
- Formuler des recommandations et propositions motivées et éclairées pour améliorer à terme la mise en œuvre du programme.
- Apprécier la durabilité des acquis et des actions en cours.

Critères d'évaluation : les critères d'évaluation utilisés ont été la pertinence, l'efficacité, l'effet, la durabilité, le genre et l'approche droits de l'Enfant.

Pertinence :

- L'Objectif Général et les objectifs spécifiques sont cohérents avec les Politiques publiques éducatives des titulaires d'obligation ?
- L'intervention répond-elle aux besoins réels des titulaires de droit ?
- Les problèmes qu'affrontent les étudiants face à l'amélioration de la qualité de l'Education ont-ils été reflétés de façon adéquate ?
- Les titulaires de droits ont-ils été bien identifiés et étaient-ils un collectif prioritaire ?
- Avons-nous répondu aux problèmes qu'affectent les groupes les plus marginalisés et aux droits de ces différents groupes ?
- Y'avait-il une relation directe entre l'objectif du projet et le problème auquel prétendait répondre celui-ci ?
- Le projet était-il aligné avec les stratégies et les politiques d'Educo ?
- Les indicateurs et les sources de vérification ont-ils été identifiés correctement ?

Efficacité réalisation des objectifs :

- Les objectifs spécifiques de l'intervention ont été atteints ? Tous les résultats prévus ont été atteints ? Les résultats ont-ils été des moyens suffisants pour atteindre les objectifs spécifiques ?
- Y-a-t-il eu d'autres effets non prévus ?
- Le projet a-t-il abordé les causes structurelles qui empêchent ou rendent difficiles l'accès à une éducation de qualité ?
- Y-a-t-il des facteurs qui empêchent l'accès aux groupes de participants aux résultats et/ou services réalisés ?
- Les enseignants ont-ils reçu une formation complémentaire de qualité ? Les personnes embauchées pour dispenser les formations étaient-elles bien qualifiées (Diplômes etc.)
- Les professeurs qui ont été formés comprennent-ils et utilisent-ils les méthodologies dispensées ?
- Les processus de monitoring et évaluation sont-ils appropriés pour l'atteinte des résultats ? Les indicateurs prévus permettent-ils de mesurer les réalisations ?

Impact / effet :

- Quels effets positifs a eu le projet ? Analyse
- Le projet a-t-il eu des effets négatifs ? Analyse
- Y-a-t-il eu des collectifs affectés négativement par le projet ?
- Le projet a-t-il contribué de façon significative à l'atteinte de l'Objectif Général ?
- Les indicateurs de l'Objectif Général permettent-ils de mesurer l'atteinte de ce dernier
- Y a-t-il eu un impact positif sur les titulaires de droit ?
- Quels sont les facteurs externes qui ont influencé le développement du projet et ses résultats en identifiant ceux qui ont été positifs et ceux qui ont été négatifs ?
- Les activités de formation complémentaire pour les enseignants/tes ont-elles amélioré la qualité de l'Enseignement ?
- L'attitude des mères et pères de famille a-t-elle changé face à l'Education grâce au Projet ?
- Le projet a-t-il contribué à améliorer la perception de l'importance d'engendrer des habitudes de lecture et de mathématiques de la part des communautés, et l'autoestime et la motivation de la population en ce qui concerne l'Education a-t-elle augmenté ?

- Quel impact a eu le projet sur la Communauté ?

Durabilité / Pérennité :

- Y a-t-il des stratégies de durabilité adéquates pour la continuité des actions du projet ?
- Des activités ont-elles été coordonnées avec d'autres organisations et/ou réseaux-plateformes qui travaillent dans les zones d'intervention ? Ces relations continueront-elles une fois finalisée l'intervention ?
- Les titulaires de Droit, en particulier les collectifs les plus vulnérables pourront-ils continuer à se bénéficier des améliorations introduites dans le projet, une fois ce dernier finalisé ?
- Qui maintiendra la qualité des services et les bénéfices de l'intervention une fois finalisée l'aide externe et comment ?
- Les autorités et les communautés locales comptent sur les ressources suffisantes pour maintenir le programme de formation du Professorat ? Comptent-elles avec les compétences suffisantes pour assumer la gestion éducative après le Projet ?
- Existent-ils des engagements avec les institutions et la communauté locale pour continuer les alliances établies ?
- Le modèle pourrait-il être reproduit dans d'autres centres ? Quelles sont les composantes du système qui pourraient être répliquées ?

Genre :

- Dans quelle mesure le projet a incorporé la perspective de genre ?
- L'équité de genre a-t-elle été suffisamment travaillée en relation avec les objectifs initialement prévus ? Le projet a-t-il contribué à promouvoir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes au sein des unités éducatives ?
- Dans quelle mesure il a été possible de sensibiliser sur les rôles de genre et les relations égalitaires dans les unités éducatives ?

Approche droits des enfants :

- Dans quelle mesure le projet a-t-il intégré l'approche droit de l'Enfant ?
- Dans quelle mesure la Bienveillance a-t-elle été intégrée dans le projet ?

- Le projet a-t-il intégré les standards de participation des enfants ?
- Des violations de droits de l'Enfant ont-elles été détectées pendant le processus d'implémentation du projet ? Dans le cas affirmatif, quelles étapes ont été suivies ?
- Les titulaires de responsabilité (mères, pères de famille) et d'obligations (directeurs, enseignants) promeuvent-ils l'exercice des droits de l'Enfant ?
- Que changeriez-vous du projet selon les recommandations si vous deviez le formuler de nouveau ?

Parties prenantes – acteurs

Pour cette évaluation les entretiens ont concerné :

- Les élèves des écoles publiques du 1^{er} cycle fondamental (de la 1^{ère} à la 6^{ème} année) et les filles participantes du projet « Accès et de maintien des filles les plus défavorisées au cycle fondamental 2 »
- Les directeurs et enseignants des écoles publiques (Digani, Samafoulala, Mimana et Kossabougou).
- Les parents d'élèves.
- Les Comités de gestion scolaire (CGS).
- Les collectivités territoriales de la zone d'intervention (Communes de Sama foulala, Banguidougou, Diganidougou et Farako).
- Les associations de santé communautaire de la zone d'intervention.
- Les services techniques de l'éducation et de la protection (CAP, AE, DRPFEF).
- Les partenaires de mise en œuvre du programme (RARE, BNCE, ASG, GASS et ALPHALOG) et Educo.

Composition de l'équipe d'Evaluation :

	Responsabilité	Etapes
SEA Siège	Orientations et validation de tout le processus et de la méthodologie Appui technique	Elaboration des TdR Validation de la matrice d'évaluation ; Validation des outils de collecte de données. Elaboration du rapport
SEA Région	Appui technique Construction d'outils Coordination rédaction du rapport	Elaboration des TdR Matrice d'évaluation Elaboration des outils de collecte de données ; Analyse des données Production du rapport Coordination de l'évaluation avec le SEA siège
SEA Bénin et Burkina Faso	Appui technique Construction d'outils Travaux sur le terrain Rédaction du rapport	Elaboration des TdR Matrice d'évaluation Elaboration des outils de collecte de données ; Analyse des données Production du rapport
DN Mali	Commanditaire Validation dates et participants	Approbation des TdR Approbation du Budget de l'évaluation ; Mise à disposition des ressources humaines et logistiques Validation du rapport
CP Mali	Appui technique Validation TdR	Approbation des TdR Approbation du Budget de l'évaluation ; Mise à disposition des ressources humaines et logistiques
PFDE Mali	Appui technique Validation TdR	Conception des TdR afin de prendre en compte l'Approche Droit de l'Enfant ;
SEA Mali	Lead du processus Appui technique Construction d'outils Travaux sur le terrain Rédaction du rapport	Elaboration des TdR Elaboration de la matrice d'évaluation ; Coordination des activités de terrain Elaboration des outils de collecte de données ; Analyse des données ; Production du rapport Présentation des résultats de l'évaluation aux équipes

		Accompagnement de l'équipe dans l'élaboration la mise en œuvre et le suivi des recommandations de l'évaluation
CZ Bako	Travaux sur le terrain	Coordination des activités de terrain ; Programmation des rendez-vous. Appui à l'administration des outils de collectes
TDL Bako et Ségou	Travaux sur terrain	Collecte de données Saisie des données

II. Méthodologie de l'évaluation

La démarche méthodologique et le plan de travail proposés pour mener à bien la mission s'articulent autour de trois phases :

- A. La phase préparatoire de la mission.
- B. La phase de préparation et collecte des données.
- C. La phase de traitement, analyse des données et rédaction du rapport².

A. Phase préparatoire de la mission

(i) Réunions de cadrage de la mission et revue documentaire

Avant le démarrage des activités de l'évaluation, des échanges ont eu lieu lors de la rencontre SEA Afrique autour des TDR d'une part et d'autres part sur l'organisation de l'évaluation proprement dite. De ces échanges il est ressorti que l'évaluation à mi-parcours des programmes du Mali qui était prévu pour le mois de juillet ne pourra plus se faire ce mois-ci en raison des disponibilités des acteurs sur place.

Mais elle pourra être faite en 2 étapes :

Etape 1 : Mise en place d'une équipe d'évaluation, l'analyse du cadre logique, la préparation des outils de collecte l'établissement d'un chronogramme terrain qui sera exécuté au mois d'octobre.

Etape 2 : Collectes et analyses de données prévues pour le mois d'octobre

Il a aussi été convenu que puisque les 3 programmes sont pratiquement les mêmes, l'évaluation portera sur un programme mais en incluant les spécificités de chacun des programmes dans l'évaluation. La participation directe du Siège et de la région est conditionnée à la situation sécuritaire du pays et dans ce cas les autres responsables suivis évaluation apprentissage pourront venir épauler leur homologue du Mali.

Lors de la rencontre régionale Suivi, Evaluation et Apprentissage à Cotonou au mois de mai avec l'appui de l'unité SEA du siège, un travail préalable sur la création de TdR standards pour les évaluations et la définition de critères et les composantes par critères avait été fait, ceci a

² Un feedback sur les résultats de l'évaluation sera fait aux participants, notamment les enfants

permis d'avancer de façon plus sûre et rapide. L'évaluation a commencé par une série d'échanges. Au cours de ces différentes séances tenues essentiellement au travers des réunions Skype, des questions relatives aux objectifs de l'évaluation (zone à considérer, la durée de la mission, etc.) ont été abordées et résolues. Les aspects relatifs à la revue du cadre logique du programme (indicateurs) qui n'étaient pas suffisamment développés ont été aussi abordés pour attirer l'attention de la mission sur l'importance de ces aspects.

Après de nombreux échanges via skype et emails entre l'équipe d'évaluation, une rencontre avec la présence des SEA région et pays s'est tenue à Bamako durant trois jours, du 06 au 08 octobre 2017. Cette réunion a permis à l'équipe de mission et aux responsables de la délégation Educo Mali de mener des échanges sur les enjeux de cette évaluation interne à mi-parcours et sur les Termes de Références (TdR) afin d'avoir une même compréhension.

Pour la revue documentaire elle a porté essentiellement sur les documents du programme qui avaient été envoyés aux différents Responsable Suivi, Evaluation et Apprentissage pour appropriation.

(ii) Elaboration des outils de collecte et du plan opérationnel d'exécution de la mission³

Cette étape était consacrée à la confection des outils de l'évaluation (guides d'entretien de groupe pour les focus group, guide d'entretien individuel) de l'équipe de mission. Les outils :

- La matrice d'évaluation par critère et par acteur.
- Le canevas de rapportage.
- Le chronogramme de déroulement de la collecte de données.

Ont tous été validés ensemble par l'équipe de mission avant le démarrage de la collecte de données sur le terrain.

B. Phase de préparation et de collecte des données

De façon générale, les données quantitatives et qualitatives sont collectées sur le terrain par l'équipe d'évaluateurs et les agents de collecte d'informations (enquêteurs) recrutés et formés préalablement à cet exercice. Mais dans notre cas, ces données ont été collectées par l'équipe de mission avec l'appui des TDL qui étaient sur le terrain dans les communes de Baguindadougou, Samafoulala, Diganidougou et Farako où le programme s'implémente et

³ Voir annexes

cela est dû au fait qu'il était difficile pour nous de recruter en si peu de temps des agents et de les former sur tous les aspects pour les rendre opérationnelle. Ce qui nous a permis, au final, de faire un travail partagé et de renforcer ainsi l'apprentissage collectif autour de l'application d'outils d'évaluation.

(i) Organisation et constitution des équipes

Quatre (04) équipes d'agents de collecte de données (binôme) ont été constituées et déployées suivant les zones de couverture de l'évaluation. Rappelons que l'évaluation a couvert les communes de Baguindougou, Samafoulala, Diganidougou et Farako. La collecte des données s'est centrée sur ces quatre communes.

(ii) Formation des agents enquêteurs

Une séance de travail a été tenue avec les agents de collecte de données (TDL) au niveau de l'antenne de la délégation Educo du Mali à Farako le 9 octobre 2017 sous la directive de l'équipe de mission. Le but était de leur expliquer l'enjeu de l'évaluation et ses objectifs et d'avoir une compréhension commune des outils de collecte proposés par l'équipe de mission. Ladite séance leur a permis aussi de s'approprier des outils de collecte de données proposés. Une ligne de conduite à suivre a été également définie et partagée avec eux au cours de cette séance ainsi que le rappel de la politique de bientraitance et le respect du code de conduite d'Educo.

Il est à signaler que quatre (04) agents de collecte de données ont été retenus sur les critères d'expérience suivants : en matière de collecte de données quantitatives et qualitatives, de compétences linguistiques des zones du programme et de capacités de saisie des données dans un fichier Excel (les travailleurs d'Educo avaient les compétences et dans un souci de minimiser les coûts et de favoriser l'apprentissage interne de cette première expérience ce sont eux qui ont été choisis pour les travaux de terrain).

(iii) Conduite des enquêtes qualitatives et collecte des données :

La collecte de données s'est organisée autour d'un axe principal à savoir la collecte des données qualitatives à l'aide de guide d'entretien et de focus groupes (Annexe numéro 5). En effet, l'évaluation s'est voulue qualitative à cause des contraintes de temps et de ressources financières disponibles. Au total 18 entretiens semi-directifs et 9 focus groups ont été réalisés.

Les équipes ont été réparties par commune, chaque équipe tenait 2 communes matin et soir. Les guides d'entretiens étaient tenus par les RSEA avec l'appui du CZ de Bako et les TDL compte tenu de leur expérience en matière d'administration d'outils focus groupes ont réalisé l'ensemble des focus groupes. L'enquête qualitative s'est déroulée du 9 au 13 octobre 2017 et a permis d'échanger avec les acteurs impliqués notamment les personnes ressources des ONG partenaires de la délégation Educo du Mali, l'équipe de coordination du programme, les responsables du centre de Santé Communale (CSCOM) ; les directeurs et enseignants des écoles partenaires du programme, les responsables du CAP, les responsables des Comités de Gestion Scolaire (CGS), les responsables de la DRPEFE, les responsables de l'AE, les élèves, etc. Ces différentes données et informations collectées et traitées ont permis de disposer de preuves permettant de porter un jugement de valeur en fonction des critères d'évaluation sur le niveau d'exécution global du programme Bako.

La préparation des différents outils a été faite durant l'atelier qui a précédé les travaux de terrain. Tous les outils d'entretien et de focus groups ont été testés par l'équipe terrain. Les différentes questions par critère ont été distribuées par acteur par l'équipe d'évaluation en fonction de ce qui leur semblait le plus pertinent.

C. Phase de traitement et d'analyse des données

Après avoir fait une triangulation des sources de données à travers la méthode MARP afin de retenir des données crédibles, les données collectées ont été analysées et interprétées par critère (pertinence, efficacité, effet, durabilité, genre et approche droits de l'Enfant) et par acteur à partir d'outils manuels conçus à partir des cadres logiques et opérationnels du programme de même qu'avec l'Excel Microsoft.

III. Présentation et analyse des résultats⁴

A. Pertinence

A. Appréciation Globale du critère

L'appréciation de la pertinence du projet s'est faite à travers l'examen des différents résultats obtenus en fonction des besoins et priorités des groupes cibles, les politiques publiques éducatives des titulaires d'obligation ; l'alignement avec les stratégies et les politiques d'Educo.

L'analyse s'est aussi basée sur la relation directe entre l'objectif du programme et le problème auquel prétendait répondre celui-ci, l'identification des collectifs prioritaires et les réponses à leurs problèmes à travers les questions suivantes :

- L'adaptation de la stratégie d'intervention aux spécificités contextuelles éducatives.
- L'écart entre les besoins ciblés par le programme et les besoins réels des populations.
- L'écart entre les problèmes qu'affrontent les élèves face à l'amélioration de la qualité de l'éducation et les problèmes traités par le programme.
- L'écart entre les titulaires de droits couvert par le programme et l'ensemble des titulaires de droit.
- L'écart entre les problèmes qui affectent les groupes les plus marginalisés et les problèmes traités.
- L'écart entre les activités prévues et les activités nécessaires à l'atteinte des objectifs.
- L'écart entre les stratégies et politiques d'Educo et les objectifs du programme.
- Le respect des critères de qualité des indicateurs (IOV, SMART).

Pour rappel, le *Programme d'Appui à l'Amélioration du Droit à une Education de Qualité pour tous (P.A.D.E.Q) / Bako* intervient au niveau de trois axes fondamentaux qui sont (i) le droit à l'éducation dont l'accent est mis sur l'accès des enfants à l'éducation ; (ii) le droit dans l'éducation qui est d'améliorer la qualité et les conditions d'apprentissage des scolaires ; (iii) le

⁴ Les recommandations sont celles des acteurs interrogés sauf pour le critère de durabilité qui sont les recommandations de l'équipe d'évaluation.

droit à travers l'éducation qui consiste à l'amélioration de la gestion de l'école par les acteurs de la communauté.

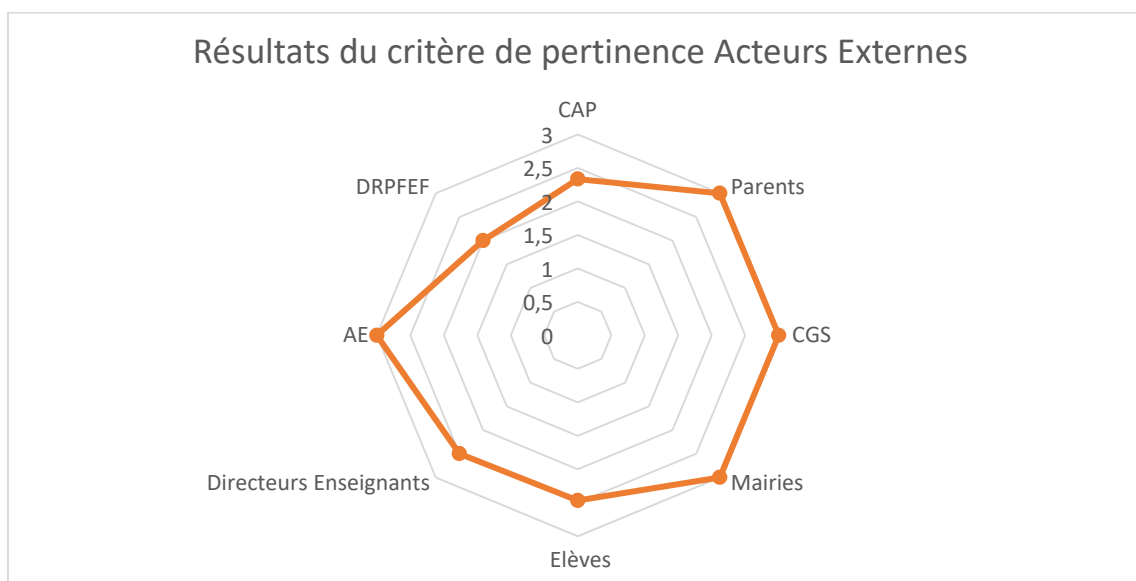
B. Présentation générale des résultats

Il ressort de l'exercice d'évaluation que les activités prévues dans le cadre de ce programme sont en adéquation totale avec la politique de la République du Mali en matière d'éducation et sont aussi alignés à la politique et à la vision d'Educo. Le programme répond aux besoins réels des enfants des communes de Baguindadougou, Samafoulala, Diganidougou et Farako.

Tous les interlocuteurs ayant participé aux entretiens semi directifs et aux focus groups sont unanimes dans leur jugement sur la pertinence des axes d'intervention du programme qui, selon leur appréciation, répondent aux préoccupations des différents acteurs décelées dans le rapport de l'ASDE Education. Cette pertinence est justifiée par plusieurs raisons en rapport avec les réalisations qui sont :

- a) La dotation actuelle de kits scolaires aux élèves en début de rentrée scolaire ;
- b) Les sensibilisations qui ont permis un changement de mentalité au niveau des parents qui inscrivent leurs enfants et notamment les filles à l'école et travaillent à les maintenir ;
- c) La promotion de la cantine endogène mise en place dans deux écoles, qui permet aux élèves dont les domiciles sont éloignés de l'école d'avoir accès à la nourriture pendant les heures de déjeuner et qui, de façon générale, contribue au maintien de ces élèves qui autrefois rentraient à midi à la maison et ne revenaient plus le soir à l'école ;
- d) La construction des salles de classes, latrines, des points d'eau, la fourniture en matériels d'hygiène, les tables-bancs, l'octroi de bourses aux filles du fondamental II, issues des familles en situation de vulnérabilité.
- e) La formation des enseignants sur l'approche équilibrée et sur le temps réel d'apprentissage qui a permis d'améliorer la qualité de l'enseignement et qui a eu comme effet que les élèves qui sont au 1^{er} et au 2^{ième} cycle fondamental sont capables d'écrire et de lire correctement⁵.

⁵ Les résultats de ces évaluations sont disponibles sur demande à Educo Mali



C. Analyse des résultats par Acteurs externes

Mairies

Il ressort des entretiens avec les mairies que le programme PADEQ qu'Educo, en co-exécution avec ses 5 partenaires, est en train de mettre en œuvre, est en concordance avec les politiques publiques éducatives de l'Etat qui sont centrées sur l'accès de tous les enfants maliens à l'école, la bonne gestion de ces écoles en mode décentralisé et l'amélioration de la qualité de l'éducation où les enseignants ont différentes formations de base et différents profils. Le programme d'Educo s'inscrit dans la Loi d'orientation sur l'éducation, les décrets et arrêtés régissant l'éducation au Mali.

Pour les mairies, choisir les enfants comme cible privilégié c'est prendre en compte les problématiques qui touchent l'ensemble des acteurs surtout dans le domaine de l'éducation où avec la décentralisation les transferts de ressources et de compétences tardent à être effectifs, ce qui a comme conséquence que les titulaires d'obligation et de responsabilité n'arrivent pas à assurer pleinement leur rôle et responsabilité.

Le Centre d'animation pédagogique et l'Académie d'Enseignement (CAP/AE)

Selon le CAP et l'Académie qui sont les services techniques de l'Etat en matière d'Education, il est évident que le programme est pertinent et que les objectifs sont en cohérence avec les politiques éducatives qu'il accompagne. De plus le programme a été bâti sur une identification préalable des problématiques dont souffre le système éducatif actuel où l'ensemble des

acteurs a participé depuis l'Académie jusqu'aux enfants en priorisant à la suite les besoins, ce qui fait que ce sont les problèmes réels qui ont été identifiés et qui ont été à la base de la construction de ce programme.

Il ressort aussi des entretiens, qu'aujourd'hui, grâce au programme qui est en train d'être mis en œuvre par Educo, la qualité de l'éducation a été prise en compte entre autres, à travers la formation des enseignants, le suivi, les cours de remédiation et la formation des CGS.

Pour ces services techniques, les activités menées par Educo dans le cadre de ce programme sont en parfaite concordance avec les politiques publiques éducatives et leur conclusion est que si Educo arrive à réaliser toutes les activités, le système éducatif à Ségou dans la zone d'intervention sera grandement renforcé.

Ce qui pourrait être amélioré dans le programme est l'accompagnement psycho-social des enfants.

Parents d'élèves

Les parents, lors des focus groups ont magnifié ce programme par sa pertinence avec des exemples frappant telle que la prise en compte de leurs besoins primordiaux tels que la prise en charge sanitaire des cas de paludisme et de fièvre typhoïde, les kits scolaires, les actes de naissance qui aujourd'hui ont été comblés. Grâce aux deux cantines scolaires, les enfants arrivent à se maintenir à l'école, les filles qui faisaient des km à pied pour aller faire le second cycle et qui par la fin abandonnaient ont aujourd'hui des moyens de déplacement et que les enfants commencent à bien lire et écrire dès le niveau 1 ce qui n'était pas le cas avant.

Témoignage d'un parent :

*Oui on était confronté aux manques de salle de classe qui est en voie d'être résolu
Aujourd'hui les élèves arrivent à lire et à écrire correctement depuis le niveau 1 ce qui nous réconforte beaucoup puisque beaucoup de parents commençait à ne plus croire au système éducatif du fait que jusqu'en 7^e A certains élèves n'arrivaient pas à écrire leur nom ni à lire correctement une phrase.*

Comités de gestion scolaires

Pour les CGS, l'intervention répond à leur besoin pour plusieurs raisons : avant ils avaient des problèmes pour jouer leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école (comme par

exemple : avant les CGS ne connaissaient ni leur rôle ni leur responsabilité, ils ne faisaient pas de rencontre et n'avaient pratiquement pas de plan d'action et actuellement les CGS ont été formés sur leur rôles et responsabilités et chaque CGS élabore chaque année un plan d'action qui est évalué en fin d'année) et cela a été pris en compte dans le programme, les enfants avaient aussi beaucoup de problèmes tels que l'accès à l'eau potable, les fournitures scolaires, les actes de naissance, la santé... qui sont aujourd'hui pratiquement résolus.

Mais ils ont signalé que le seul problème aujourd'hui est le manque d'enseignant, ce qui ne relève pas d'Educo. Aussi, ils trouvent qu'Educo fait beaucoup de choses pour que les élèves puissent avoir une éducation de qualité, mais le manque d'enseignant ou l'absentéisme de certains enseignants des écoles empêche leurs enfants d'avoir une éducation de qualité.

Direction Régionale de la Promotion de la femme de l'enfant et de la Famille

Pour la DRPFEF le programme est pertinent comme ça se déroule sur le terrain mais lors de l'entretien il ressort que certains aspects ont été oubliés. Il s'agit de certaines catégories d'enfants qui n'ont pas été pris en compte dans le programme tels que les enfants de la rue, les enfants orphelins et les enfants abandonnés par leurs parents et les filles en détresse (qui est le terme utilisé par la DRPFEF pour signifier les filles chassées par leur parent dans des cas de grosse hors mariage ou dans des cas de refus d'obéissance à leur parent). Pour l'atteinte des objectifs il sera intéressant de voir ces aspects des droits de l'Enfant.

Directeurs d'écoles et enseignants

Avec l'amélioration de leur niveau à travers les formations, la construction des salles de classe, les kits scolaires qui ont entraîné la scolarisation des enfants et le maintien des filles à l'école ; les enseignants ont apprécié le programme (comme par exemple l'amélioration pédagogique suite aux formations notifiées est surtout la technique de l'approche équilibrée) et trouvent qu'il englobe pratiquement tous les problèmes qui minent l'école Malienne.

Les élèves

Pour les enfants interviewés à travers des focus groups⁶, la pertinence du programme se justifie par la mise en œuvre par Educo d'activités qui sont en droite ligne avec les problématiques

⁶ L'équipe d'évaluation a choisi de ne pas faire des groupes séparés par sexe estimant que la prise de parole des filles n'allait pas être compromises par la présence des garçons.

dont ils souffrent. Les cantines scolaires qui ont permis aux élèves, surtout ceux des villages voisins, de manger sur place à l'école et donc, d'éviter de parcourir les longues distances pour venir à l'école, la prise en charge médicale répond au besoin de soins médicaux, la distribution de kits scolaire, la construction des toilettes, les points d'eau, les tables bancs, la construction des salles de classes sont autant d'activités qui concourent à répondre à leurs problèmes d'où la pertinence des actions.

Seulement les enfants ont exprimé que le manque d'enseignant est un problème qui reste toujours et sur lequel Educo doit faire un effort.

En conclusion, nous pouvons dire qu'au-delà de cette unanimité autour de la pertinence des activités mise en œuvre par Educo à Bako, il y a des spécificités notamment de la part des élèves qui estiment que bien que le programme fournisse une réponse qui reflète leurs besoins, l'intervention n'aborde pas la problématique des enfants déscolarisés ou non scolarisés notamment les filles ainsi que l'insuffisance d'enseignant au primaire.

D. Recommandations des acteurs interviewés

- Compte tenu du faible revenu des Mairies, elles demandent à Educo de diminuer l'apport de la communauté qui est actuellement de 10% à 5% pour la construction des infrastructures.
- Faire transiter les fonds d'Educo par le trésor public pour plus de traçabilité dans la comptabilité de la Mairie car ce qu'investit Educo dans la commune dépasse ce que l'Etat investit.
- Construire des écoles professionnelles et des lycées derrière le fleuve parce que plus de la moitié des élèves qui passe au DEF n'ont pas de lieu où aller et abandonne l'école par la suite.
- Encourager les garçons au même titre que les filles boursières.
- Changer le modèle de sac (sac à dos de bonne qualité au lieu des sacs en tissu Educo) car ce dernier corne les cahiers et ne couvre pas l'année scolaire en bon état.
- Introduire dans le programme de remédiation des filles boursières des cours de physique-chimie
- Doter les enseignants en matériel pédagogique.
- Continuer à installer des éclairages publics au sein des espaces scolaires.

- Pour raison de protection des enfants, sécuriser toutes les écoles non clôturées par des clôtures.
- Prendre en charge toutes les pathologies sans exception chez les enfants.
- Mettre en place des cantines scolaires dans les écoles dont les élèves viennent de loin.
- Etendre le projet aux enfants vulnérables tels que les aides ménagères.
- Créer des capacités d'accueil des centres hébergement des enfants en besoin de protection.
- Intégrer les cours de soutien dans le programme pour soutenir les élèves qui sont en difficulté d'apprentissage ou des élèves de faible niveau.
- Insérer dans le programme des activités de soutien aux mères d'élèves pour leur permettre de générer des ressources afin de lutter contre la déscolarisation de leurs filles.
- Dans la nouvelle programmation, tenir compte de l'éducation préscolaire (jardin d'enfant).
- Former les enseignants sur l'appui psychosocial et l'éducation parentale.

E. Conclusion

De façon générale l'ensemble des acteurs sont unanimes que le programme de Bako est pertinent mais au-delà de cette unanimité, il y a des spécificités qui ont été évoquées notamment de la part des élèves qui estiment que bien que le programme fournisse une réponse qui reflète leurs besoins, l'intervention n'aborde pas la problématique des enfants déscolarisés notamment les filles ni celle du manque d'enseignants au primaire.

Le PADEQ a contribué à faciliter l'accès des enfants à une éducation de base de qualité dans les structures éducatives publiques partenaires d'Educo.

Dans le contexte actuel, le programme est une réponse appropriée pour améliorer un tant soit peu le quotidien des enfants. Educo pourrait augmenter ses actions de plaidoyer par rapport au manque d'enseignants.

B. Efficacité réalisation des objectifs

A. Appréciation Global du critère

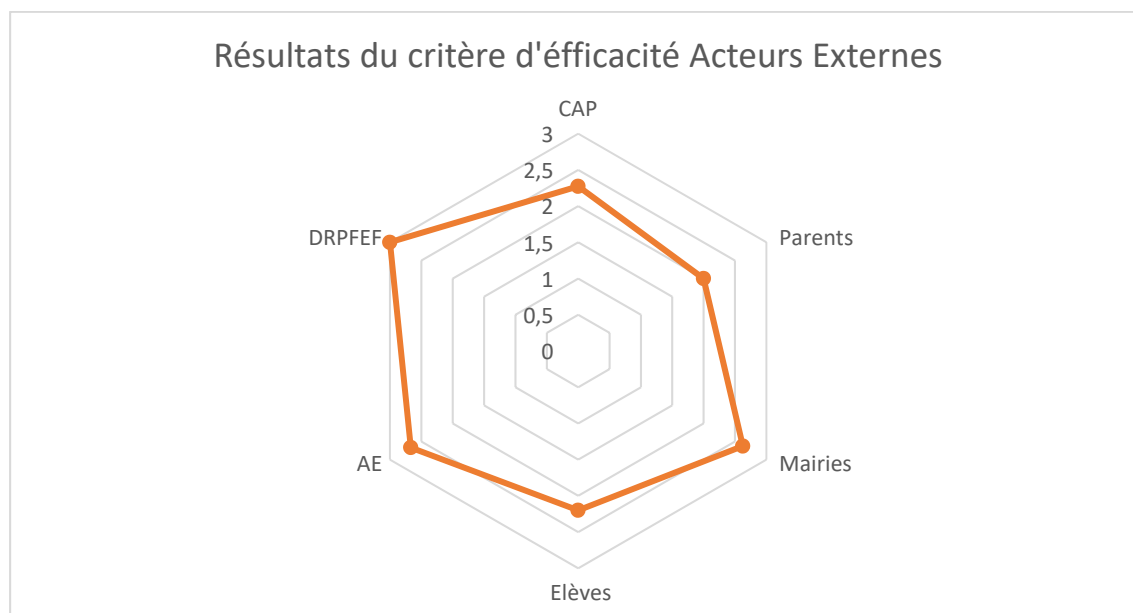
En rapport avec l'efficacité, il a été question de vérifier la capacité du programme à atteindre les résultats escomptés. L'évaluation a donc apprécié, selon l'avis des différents acteurs qui participent au programme, dans quelle mesure le programme est en passe de contribuer aux effets directs et à l'impact escompté. De plus, l'évaluation s'est intéressée au degré de satisfaction des participants et participantes des avantages générés par le programme sans passer par l'analyse des indicateurs de performance à travers les questions suivantes :

- Ecart entre objectifs spécifiques prévus et objectifs spécifiques atteints.
- Ecart entre résultats prévus et les résultats atteints.
- Ecart entre les objectifs prévus du projet et les résultats atteints.
- Ecart entre effets prévus et effets atteints.
- Rapport entre les causes structurelles existantes et les causes structurelles traitées par le programme.
- Existence de facteurs empêchant certains groupes de participants de bénéficier des résultats et/ou services réalisés.
- Ecart entre les objectifs de renforcement de capacités des enseignants et les résultats obtenus.
- Qualification des formateurs (diplômes).
- Ecart entre enseignants formés et ceux qui appliquent les techniques apprises du format.
- Ecart entre le système de suivi évaluation prévue et celui nécessaire pour l'atteinte des résultats.
- Adéquation entre indicateurs et réalisations.

Les entretiens externes sur ce critère ont concerné les mairies, le CAP, les parents d'élèves, la DRPFEE, l'Académie et les élèves.

Il ressort de l'analyse de ces entretiens que globalement les objectifs sont en voie d'être atteints. Mais il est à signaler que l'analyse ne prend pas en compte chaque composante (notamment les aspects quantitatifs) du programme seulement certains aspects ont été mis en

exergue de façon qualitative. C'est ainsi que lors de cette évaluation à mi-parcours, il a été signalé que la mise en œuvre des activités est très positive avec une mention particulière sur certaines activités telles que la construction des salles de classe, la dotation des élèves en Kits scolaire, la formation des enseignants et des CGS ce qui a en croire les différents acteurs interrogés contribue à rehausser le taux de scolarisation des enfants, diminuer la déperdition et à redonner de l'espoir aux parents pour la scolarisation de leur enfant.



B. Analyse des résultats par Acteurs

Mairies

Sur la réalisation du programme, les mairies estiment que des progrès ont été réalisés de janvier 2016 et jusqu'en octobre 2017 en rapport avec le programme actuel tel que le renforcement des capacités des comités de gestion, même s'ils doivent être plus renforcés dans la connaissance de leurs rôles et de leurs responsabilités, la scolarisation des enfants, les espaces scolaires sont assainis, la diminution de la déperdition dans les écoles, la formation des enseignants basée sur l'approche équilibrée, la réalisation des infrastructures même si le besoin existe encore.

Témoignage de la mairie de Diganidougou :

Oui, l'accès à l'éducation pour tous les enfants sans distinction est une réalité aujourd'hui dans notre commune, les CGS connaissent et jouent leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école.

Les grands-pères et grandes mères contribuent à la scolarisation des enfants. Le temps réel d'apprentissage est en voie d'être réalisé ; l'amélioration de la qualité de l'éducation est sur le bon chemin avec l'approche équilibrée et l'EIR. Le maintien des enfants à l'école, l'obtention d'acte de naissance pour tous les enfants.

Oui, nous pouvions dire que les objectifs sont en train d'être atteints par rapport à ce qui est fait. Et je pense que l'on peut évaluer à 75%

Même si les objectifs ne sont pas encore atteints les mairies sont confiantes puisqu'elles disent qu'Educo respectent toujours ces engagements et au moment prévu.

CAP/AE

Pour les services techniques sur les trois aspects de l'éducation sur lesquels Educo intervient, des progrès ont été réalisés en direction de l'accès et de la qualité de l'éducation et les effets sont visibles à travers l'augmentation du taux de scolarisation, la réduction de l'abandon scolaire, l'amélioration du niveau des enseignants et des élèves. Certaines causes structurelles ont été prises en compte par le programme telle que la réalisation des cantines scolaires. En plus de ces effets prévus, ils trouvent que des effets non prévus ont été constatés tel que dans le domaine de l'hygiène et de l'assainissement ou certaines écoles qui ne sont pas dans le programme sont en train d'imiter ce qui se passe dans les écoles d'intervention.

Témoignage AE : *Les enseignants ont reçu des formations complémentaires de qualité parce que les formations n'étaient pas seulement théoriques mais aussi pratiques*

Les formateurs étaient très qualifiés car composés d'enseignants ayant pratiqué pendant de longues années dans les classes avant d'être choisis comme formateur

Pour le CAP, Educo pourrait améliorer l'efficacité de ces actions en associant l'accompagnement psychosocial à ses activités.

Mais il est à signaler qu'il existe toujours des causes structurelles qui empêchent l'accès à certains groupes de participants aux activités réalisées. L'équipe d'évaluation estime qu'il s'agit de la réticence de certains parents qui malgré les sensibilisations refusent la scolarisation des enfants, l'abandon du système scolaire par certains enfants à cause de la distance, l'utilisation des filles pour des besoins économiques qui les empêchent de continuer leur scolarité.

Parents d'élèves

Pour la majorité des parents interviewés, les groupes de participants ont accès aux résultats du programme dans la mesure où les parents, les enfants, hommes et femmes, chacun y trouve son compte, et ce, même si le programme se focalise sur les enfants. Ils trouvent également que si les enfants sont appuyés, cela ne fait que diminuer la charge des parents.

Ils trouvent enfin qu'Educo doit penser à des interventions spécifiques en faveur des enfants porteurs d'handicaps, les élèves des medersas et écoles coraniques.

Témoignage Parent : *Tous les groupes de participants enfants ont accès aux résultats du programme dans la mesure où les parents, les enfants, hommes et femmes ; chacun y trouve son compte.*

Si les enfants sont appuyés, cela contribue à réduire beaucoup de charge sur nous les parents.

DRPFEF (Direction Régionale de la Promotion de la femme de l'enfant et de la Famille)

Pour la DRPFEF, l'efficacité des réalisations réside aussi dans la mise en place et l'accompagnement des différentes cadres de concertations avec la participation de pratiquement tous les acteurs intervenant sur les programmes d'Educo, c'est-à-dire: la mairie, les Directeurs d'école, le CAP et les autres ONG partenaires d'Educo et non partenaires d'Educo lors desquelles les difficultés sont évoquées si elles existent ; avec des plans d'actions concrets qui permettent la réalisation des objectifs.

Les élèves

Sur l'efficacité, les enfants se sont exprimés en spécifiant que tout ce qu'Educo est en train de faire, que ça soit les kits scolaires, la réalisation des infrastructures, la formation des enseignants et des CGS etc. contribuent à leur bien être que ça soit directement ou indirectement.

Seules les filles boursières ont trouvé que le critère de redoublement qui les exclue de la bourse si elles redoublent, est un facteur contraignant leur permettant d'accéder aux bourses.

L'équipe d'évaluation estime qu'en somme lors de cette évaluation il est aussi ressorti qu'un des mérites de ce programme est la formation des enseignants qui a permis de rehausser de façon significative le niveau des enfants non seulement en lecture écriture mais dans d'autres matière même si certains enseignants disent n'avoir jamais reçu de formation de la part de ce programme.

C. Recommandations pour l'amélioration du programme

- Renforcer la sensibilisation de masse sur les droits des enfants.
- Appuyer les autorités pour la résolution du problème d'insuffisance d'enseignants pour l'atteinte des objectifs.
- Poursuivre la construction des salles de classe.
- Augmenter la durée de certaines formations pour une meilleure assimilation des contenus.
- Faire en sorte que le kit scolaire arrive à temps avant l'ouverture des classes.
- Donner l'information à l'avance aux participants par rapport aux frais de déplacement afin d'éviter des frustrations.
- Renforcer d'avantage le leadership et l'approche genre au sein du programme.

D. Conclusion

Par rapport à l'efficacité même ; il ressort que si les objectifs ne sont pas encore atteints, cela n'est pas une inquiétude puisqu'il reste encore quelques années de mise en œuvre ce qui permettra à Educo d'atteindre les objectifs dans des conditions normales.

Selon les différents acteurs interviewés, le programme a atteint les résultats suivants : l'augmentation des effectifs des élèves dans les écoles partenaires, la participation communautaire dans la gestion de l'école, la satisfaction des acteurs par rapport à la collaboration entre services déconcentrés et services décentralisés. Avec la construction des écoles, et la dotation des élèves en kit scolaire, il y a eu une amélioration notable des conditions de travail des élèves et des enseignants. Le programme a également contribué au renforcement

des capacités des enseignants grâce aux formations suivies. Toutefois, il faut relever le retard dans la distribution des kits scolaires.

C. Effet

A. Appréciation Global du critère

L'analyse de l'impact (effet) produit à mi-parcours ou en cours s'est axée fondamentalement sur les changements qui modifient significativement l'environnement d'accueil et d'exécution du programme PADEQ /Bako en termes de :

- Portée des comportements acquis et qui rentrent progressivement dans les habitudes et pratiques courantes en matière d'amélioration de la qualité de l'enseignement, des droits de l'Enfant et de l'hygiène et assainissement du milieu de vie des populations ;
- Qualité des actions mises en place pour répondre aux besoins des populations.

Il convient alors d'apprécier les retombées de l'action sur les différentes parties prenantes externes ayant fait objet d'entretiens dans le cadre de cette évaluation. Il s'agit des mairies, du CAP, de l'Académie, des directeurs d'écoles et enseignants, des enfants, des parents d'élèves, du DRPFEF, du CGS et des ONG partenaires.

Les questions par rapport à ce critère ont été les suivantes :

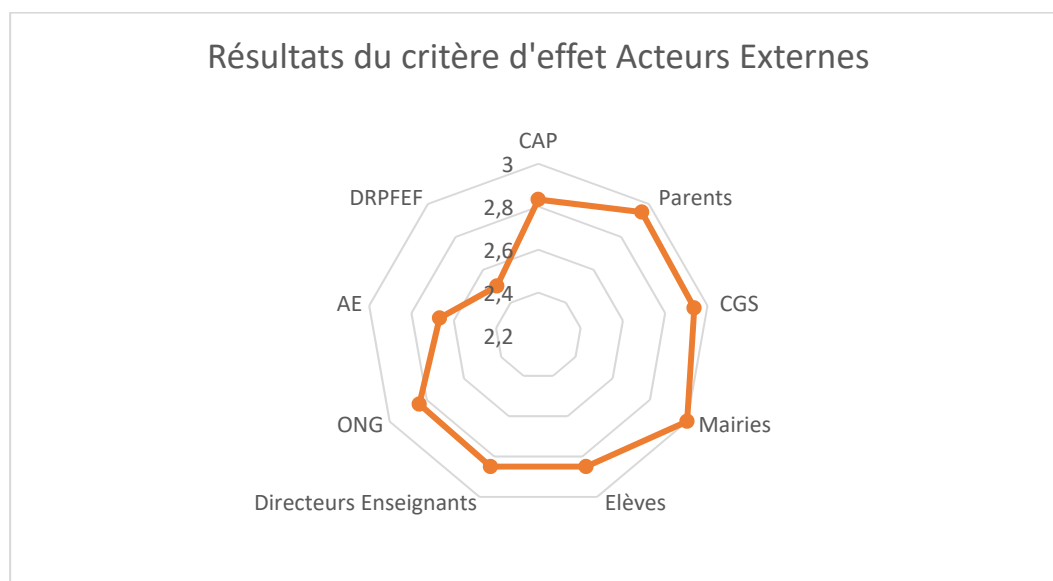
- Quels effets positifs a eu le projet ? Analyse
- Le projet a-t-il eu des effets négatifs ? Analyse
- Y-a-t-il eu des collectifs affectés négativement par le projet ?
- Le projet a-t-il contribué de façon significative à l'atteinte de l'Objectif Général ?
- Les indicateurs de l'Objectif Général permettent-ils de mesurer l'atteinte de ce dernier
- Y a-t-il eu un impact positif sur les titulaires de droit ?
- Quels sont les facteurs externes qui ont influencé le développement du projet et sur ses résultats en identifiant ceux qui ont été positifs et ceux qui ont été négatifs ?
- Les activités de formation complémentaire pour les enseignants/tes ont-elles amélioré la qualité de l'Enseignement ?
- L'attitude des mères et pères de famille a-t-elle changé face à l'Education grâce au Projet ?

- Le projet a-t-il contribué à améliorer la perception de l'importance d'engendrer des habitudes de lecture et de mathématiques de la part des communautés, et l'autoestime et la motivation de la population en ce qui concerne l'Education a-t-elle augmenté ?
- Quel impact a eu le projet sur la Communauté ?

Partant de l'analyse conduite sur les données issues des différents entretiens, nous pourrions dire que des changements sont déjà perceptibles à mi-parcours.

Ces changements sont entre autres relatifs à l'augmentation du nombre des inscrits par école, au changement de comportement des parents dans le suivi scolaire des enfants, à la propreté du cadre de vie des communautés, à la réduction du taux d'abandon des élèves et en particulier des filles, à l'amélioration du niveau de lecture et d'écriture des enfants, etc.

Tout ceci dénote d'une bonne implémentation du programme par la délégation Educo du Mali et de ses ONG partenaires de mise en œuvre.



B. Analyse par acteurs

Mairies

Des données issues des enquêtes, il ressort que les autorités rencontrées au niveau des mairies ont une bonne connaissance du programme et des acteurs de mise en œuvre au sein de leur territoire. Aussi, estiment-ils que le programme ait induit des changements qui selon eux sont déjà perceptibles au sein de la communauté. Entre autres changements, ils ont évoqué :

- L'engouement des parents pour la scolarisation de leurs enfants qui dénote d'une prise de conscience générale de la population sur les questions liées aux droits de l'Enfant en l'occurrence celui de l'éducation grâce aux différentes sensibilisations effectuées.
- L'amélioration de la santé des enfants à travers la prise en charge sanitaire qui leur est offerte sur le programme.
- L'amélioration de la qualité de l'enseignement à travers l'approche équilibrée ;
- L'attitude positive de la population en rapport à la participation des femmes dans la gestion de l'école qui auparavant étaient comme de simples figurantes dans les bureaux CGS/APE/AME.
- La propreté des écoles à travers la mise en œuvre des actions d'hygiène et assainissement dans les écoles.
- Le maintien des apprenants et apprenantes à l'école à travers la promotion de la cantine scolaire qui a permis aux élèves qui viennent de 3 à 4 km de ne pas faire des vas et vient au cours de la même journée.
- L'octroi de bourse aux filles qui a permis non seulement leur maintien à l'école mais aussi la réduction de la migration précoce de celles-ci vers les centres urbains.
- La connaissance par les acteurs de l'école de leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école.
- L'amélioration du taux des enfants possédant un acte de naissance.

Témoignage de la mairie de Baguidougou

« Augmentation du nombre d'enfant inscrits au niveau des cinq (5) écoles et augmentation du taux d'admission au Diplôme d'Etude Fondamentale (DEF) où nous avons eu 100% au cours de l'année scolaire écoulée 2016-2017 »

CAP/AE

Pour ces acteurs clés du secteur de l'éducation, le programme à travers les différentes formations a permis d'améliorer la qualité de l'enseignement au niveau des différentes écoles et de les rendre plus aptes dans leurs rôles de supervision des enseignants. Spécifiquement, le programme a permis d'induire :

- L'amélioration du temps réel d'apprentissage (TRA) suite aux différentes formations reçues par les enseignants ;

- L'amélioration du niveau des enfants en termes d'écriture et de lecture ;
- L'amélioration de la qualité des fiches de cours préparées par les enseignants ;
- Le maintien des enfants filles à l'école suite à la mise en place du programme des filles boursières ;

Il est aisé de noter que les changements induits à ce niveau ne sont que le fruit de la bonne coordination du CAP et de l'AE dans la formation des enseignants car eux-mêmes sont formés pour être des formateurs de leurs enseignants. Une stratégie développée par l'équipe de mise en œuvre à encourager et à perpétuer.

DRPFEF

Sur ce critère, le DRPFEF pense que la mise en œuvre du programme à travers l'implication des communautés à la base a produit des effets déjà perceptibles sur les différents groupes au sein de la communauté. Il estime que le programme a contribué à :

- La réduction des abandons des filles à l'école.
- Un changement de comportement au sein de la communauté qui se traduit par une réduction considérable des violations des droits des enfants.
- Une participation plus accrue des femmes dans la gestion de l'école.
- La déclaration systématique des nouveaux nés par les parents afin qu'ils soient dotés d'acte naissance qui n'est que la conséquence des actions de sensibilisation.

Directeurs et Enseignants

Pour les directeurs et les enseignants d'écoles qui ont bénéficié spécifiquement des actions de formation afin d'améliorer la qualité de l'enseignement au profit des élèves, ils ont noté que le projet a induit des changements à leur niveau et même au sein des communautés et sur les enfants. Tous les effets ci-après pourront être attribués au programme. Il s'agit entre autres de :

- L'augmentation du taux de passage en classe supérieure suite à la formation en Approche Equilibrée.
- L'amélioration de leurs pratiques (leur communication et l'apprentissage des enfants) dans la dispensation des cours.
- L'amélioration des connaissances dans les phases de pré-lecture, lecture et post-lecture.

- La mise à disposition de matériels (livres et craie) au profit des écoles par la communauté par le biais des CGS.
- L'implication des communautés dans le suivi scolaire des enfants avec l'implication des grands-pères et grands-mères dans le suivi du rendement scolaire des enfants.

CGS

Des entretiens avec les membres des comités de gestion scolaire, la mise en œuvre du programme a engendré déjà des changements au sein de la communauté. Ils ont abordé certains changements qui se résument ci-dessous :

- La réduction des mariages précoces chez les filles.
- L'amélioration de la connaissance des femmes sur leur rôle et responsabilité dans la gestion de l'école.
- L'adoption des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement dans le village et à l'école.
- Les enfants sont mieux protégés avec la prise en charge sanitaire.
- Engouement des enfants pour l'école qui se traduit selon eux par la volonté des plus petits enfants qui à la rentrée viennent pour demander à s'inscrire.
- Réduction du taux d'abandon scolaire des enfants des villages isolés avec la création de la cantine scolaire.
- Intérêt plus accru des membres des CGS pour les questions scolaires suite aux différentes formations reçues sur leurs rôles et responsabilités.
- Le lavage des mains au savon, est devenu une pratique quotidienne pour les enfants et pour les parents à la maison.

Enfants

De l'analyse de critère, il ressort que pour les apprenants, le programme a induit des changements pour eux et pour l'ensemble des parties prenantes. Des données issues des focus group, les enfants affirment que la mise en œuvre du programme a permis :

- D'améliorer leur fréquentation scolaire.
- D'adopter de bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement à l'école et à la maison.
- D'augmenter leur engouement pour l'école.
- D'augmenter l'engagement des parents pour l'école.

- La diminution des dépenses des parents à la rentrée scolaire grâce à leur notre dotation en kits scolaires.
- D'améliorer leur capacité à lire et à écrire et de leur santé car prise en charge s'ils sont malades.

Témoignage fille boursière de Kamala

« Nous ne venions plus en retard à l'école à cause de la distance et beaucoup parmi nous voulaient abandonner l'école pour travailler à Bamako comme aide-ménagère, on avait des difficultés pour apprendre les leçons à la maison la nuit, parce que la lumière n'est pas chez tout le monde, aujourd'hui, nous venons à l'école à l'heure et nous avons toutes aimé l'école et personne ne veut abandonner parce que nous connaissons maintenant l'importance de la scolarisation des filles. Chacune de nous apprend facilement ses leçons à la maison pendant la nuit grâce au programme. On avait aussi des difficultés en mathématique mais avec les cours, on se débrouille beaucoup maintenant en math au même titre que les garçons ».

Nous pourrions estimer que ces changements obtenus dénotent d'une implication des enfants et par ricochet d'une bonne implémentation des activités au profit des titulaires de droits que sont les enfants. Nonobstant cela, certaines filles boursières pensent que « *la cotisation hebdomadaire (125 FCFA) par les mamans boursières est une difficulté pour certaines mamans* ». Pour les enfants, Educo fait des efforts pour satisfaire leurs besoins en éducation, mais les sacs octroyés sont de mauvaises qualités et contribuent à abîmer leurs cahiers et livres. Il serait important de travailler avec les enfants pour recueillir leur avis sur les types de sacs qu'ils souhaitent avoir.

Parents d'élèves

Pour les parents d'élèves rencontrés lors de nos enquêtes, ils ont unanimes qu'ils notent des effets qui sont imputables à la mise en œuvre du programme. Pour eux les changements sont :

- Une amélioration des connaissances des parents de l'importance de l'enregistrement des naissances grâce aux actions de sensibilisation qui a fait accroître le nombre d'enfants qui disposent d'acte de naissance dans la zone d'intervention du programme.
- La gestion commune des cas d'abus, maltraitances ou de violences exercés sur les enfants qui sont traités entre la BNCE, la DRPFEF et la communauté.

- La mise en place de mécanisme de sanction (5000 F à 10.000 F) dans certaines communes pour les parents qui laissent leurs enfants partir en migration ou des cas de déscolarisation dans le village de Djibougou.
- L'amélioration de la connaissance des femmes sur leur rôle et responsabilité dans la gestion de l'école.
- L'adoption des bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement dans le village et à l'école.

Aussi, des effets sur l'attitude de la communauté face à l'éducation sont à noter dans le comportement des communautés et se traduisent par :

- La prise de conscience de la communauté (la jeunesse, les parents, les vieux, les femmes) par rapport à la scolarisation des enfants qui se traduit par l'inscription des enfants et le suivi des enfants à l'école.
- L'établissement d'entente et de collaboration entre la communauté autour des questions liées à l'assainissement du cadre de vie.
- Implication active des femmes pour les questions relatives à l'éducation et qui connaissent de plus en plus leurs rôles et responsabilités dans la gestion de l'école.
- L'accès de la communauté à l'eau potable à travers la réalisation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable au sein de la communauté avec pour conséquence la réduction des risques liés aux maladies diarrhéiques.
- L'enregistrement à temps des nouveau-nés par les parents.

Témoignage Parents de Bayo

Pour nous la mise en œuvre du programme a amélioré le taux de passage en classe supérieure, en exemple, la réponse à la question : si « les activités de formation des enseignants ont-elles amélioré la qualité de l'Enseignement ? » en disant : **« Oui car l'année dernière beaucoup d'élèves ont passé pour la classe supérieure. Par exemple en 6ème année de l'année dernière, tous les élèves ont passés en classe de 7ème année excepté un seul ; soit 22/23 ».**

C. Recommandations

Les différentes parties prenantes ont dans l'ensemble souhaité que dans la suite de la conduite du processus, il s'agira pour Educo de :

- Poursuivre les constructions des salles de classe.
- Former les enseignants sur l'appui psychosocial et l'éducation parentale.
- Poursuivre la collaboration, les relations et les différentes sensibilisations.
- D'intégrer des cours de soutien dans le programme permet afin de soutenir les élèves qui sont en difficulté d'apprentissage ou des élèves de faible niveau.
- D'initier des activités génératrices de revenus en soutien aux parents d'élèves pour leur permettre de générer des ressources afin de lutter contre la déscolarisation de leurs filles.
- Accentuer la formation des enseignants et des parents sur les droits de l'Enfant.
- Penser à l'intégration de "jardins d'enfant" dans un nouveau programme pour prendre en compte la petite enfance à travers la création des CDPE (centre de développement de la petite enfance).

D. Conclusion

Pour l'ensemble des parties prenantes, un facteur principal qui a influencé positivement le développement du programme est leur implication dans toutes les phases du projet, à savoir de l'identification jusqu'à la mise en œuvre. Ceci dénote d'une bonne capacité d'implémentation de la part de l'équipe de mise en œuvre du programme.

Quant aux facteurs externes négatifs, les parties prenantes et essentiellement le CAP, l'AE et l'équipe de mise en œuvre du programme ont noté entre autres :

- Le non financement du PACETEM qui a ralenti certaines actions au niveau du programme.
- Perturbation liée à la grève des enseignants, de la santé et du service social connu en 2015-2016 et 2016-2017.
- Gestion du système fait que des écoles manquent des enseignants.
- La qualité de certains enseignants laisse à désirer.
- Décision de l'Etat qui est parfois différente à notre approche où il veut revenir à l'approche syllabique.

Il serait alors impérieux de réfléchir à travailler à mettre rapidement en place le financement du PACETEM sur fonds propres et travailler avec les services déconcentrés et les centrales syndicales afin de réduire les effets des grèves.

D. Durabilité

A. Appréciation Global du critère

La durabilité étant définie comme la continuation des changements ou bénéfices résultant d'une action de développement après la fin de l'intervention, elle est donc assimilée à la probabilité d'obtenir des bénéfices sur le long terme et à une situation par laquelle les avantages nets sont susceptibles de résister.

Les mécanismes de durabilité intégrés dans la mise en œuvre sont obtenus à partir des données collectées sur le terrain et auprès des acteurs clés du programme. Il convient d'apprécier la durabilité des acquis du programme PADEQ/Bako suivant les axes ci-après :

- Existence de stratégie pour continuer les actions du programme.
- La qualité des relations entre Educo avec d'autres organisations et ou réseaux-plateformes.
- Existence de mécanisme de pérennisation des acquis au profit des collectifs les plus vulnérables.
- Existence de compétence suffisante pour assumer la gestion éducative après le programme.
- Existence d'engagement avec les institutions et la communauté locale pour continuer les alliances.

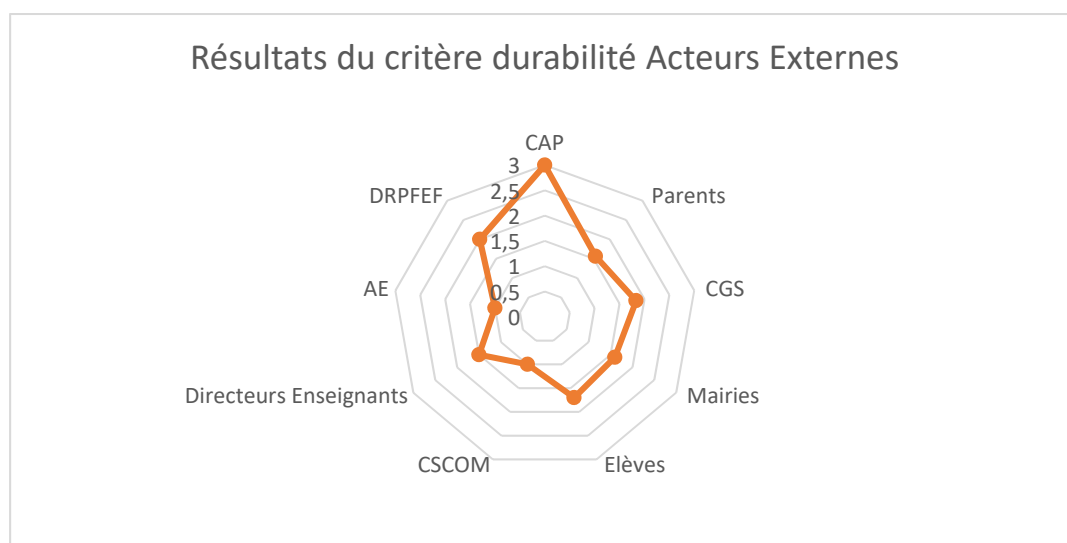
Dès lors, les acteurs communaux et locaux informés, sensibilisés et formés sont appelés à assumer des rôles et responsabilités de personnes ressources sur les différents volets abordés par le programme. Pour la plupart des acteurs, la démarche de la mise en œuvre du projet a été très participative ; ceci se justifie par le comité technique de suivi mis en place qui fonctionne du début jusqu'à présent et inséré dans tout le processus ; les sensibilisations ; les mobilisations des différents acteurs ; les formations données et les appuis techniques et matériels. Pour eux, ces différentes actions sont autant de mécanismes intégrés pour permettre

aux acteurs de poursuivre les actions dans le domaine de l'amélioration de la qualité de l'éducation au profit des enfants après le retrait d'Educo.

Spécifiquement, il ressort des analyses et discussions avec les parties prenantes que seules les réalisations et le renforcement des capacités (matériels et de formations) des différents acteurs en charge de l'éducation (CAP et mairies) peuvent se pérenniser. Il s'agit notamment des constructions de salles de classe, de latrines, la formation des enseignants, les cadres de concertation sur l'éducation, la formation des membres des CGS sur leurs rôles et responsabilités et l'élaboration des plans d'action pour les projets d'école et la mise en place des champs collectifs et l'exploitation des parcelles de riz pour la pérennisation de la cantine scolaire, la cotisation annuelle et par famille pour le fonctionnement de la cantine (caisse du village), les stratégies grand-père et grand-mères.

Aussi, des stratégies de durabilité pour la continuité des actions ont été initiées à travers l'élaboration d'un plan de pérennisation pour les activités relatives aux cantines scolaires qui a regroupé le centre National des cantines scolaires, le CAP, la mairie, la cellule d'appui à la décentralisation et déconcentration (CADD) et les communautés où chacun a été responsabilisé pour la poursuite des actions.

A l'analyse, il apparaît clairement que toutes ces stratégies ne sont pas pour autant claires pour garantir la pérennisation des actions du programme. Ceci se justifie essentiellement par le fait que les activités telles que la prise en charge sanitaire des élèves, l'octroi de bourses aux filles, l'appui financier et matériel (y compris le kit scolaire) aux enfants et structures étatiques pour renforcer la qualité de l'éducation seront difficiles à pérenniser par la communauté.



B. Analyse des résultats par Acteurs

Titulaires d'obligation

Après triangulation et analyse des données issues des entretiens avec les titulaires d'obligations (Mairies, DRPEFF, CAP, AE, CSCOM, Directeurs et enseignants, Etc.), il est aisé de constater que ce ne sont que les actions régaliennes qui sont en mesure d'être poursuivies après le retrait du programme. Car pour eux, ils pourront continuer avec la construction des salles de classes en l'intégrant dans les plans de développement et procéder à la recherche de financement auprès d'autres partenaires et aussi continuer avec le renforcement de capacités des enseignements par le biais des Académies. Mais ils ne pourront pas réellement assurer le suivi des enseignements, l'octroi des bourses aux filles, la prise en charge sanitaire, le fonctionnement des CGS à cause des difficultés matérielles, humaines et financières auxquelles ils sont confrontés.

Titulaires de responsabilité

Sur la durabilité, les titulaires de responsabilités estiment que l'organisation des mamans boursières en groupement pour l'EPC (Epargne pour le Changement) constitue une belle stratégie pour la poursuite des actions du projet.

Aussi, pour eux la mise en place d'un champ pour l'école et l'existence de système de collecte de vivres auprès de la communauté constitue une stratégie de pérennité des actions phares pour la cantine scolaire.

Nonobstant cela, certains parents souhaitent « qu'Educo prennent en charge d'autres pathologies en dehors du paludisme et la fièvre typhoïde » et aussi « Prendre en charge à 100% des frais de réalisation du jugement supplétif ». Aussi, les parents ont carrément dit que « sans argent ils ne pourront pas continuer les actions ». Cet état se traduit par une dépendance des communautés et non une réelle appropriation du programme car les actions qui nécessitent des engagements financiers par la communauté mis à part la cantine scolaire ne pourront être assurées par elle.

Par ailleurs, il faut souligner l'absence d'associations ou d'organisations communautaires dans la zone d'intervention du programme en dehors des CGS, des APE/AME avec lesquelles la communauté à travers la mairie pourrait développer des stratégies de collaboration de coordination et de synergie d'action pour la pérennisation des acquis après le programme.

Titulaires de droits

Pour l'ensemble des enfants, ils ne pourront pas continuer à bénéficier des actions du programme car pour eux leurs parents n'ont pas les moyens d'assurer la poursuite des actions. Toutefois, ils ont dit qu'ils vont continuer avec le lavage des mains à l'école et à la maison.

C. Recommandations

- Créer une synergie entre les CGS, les groupements de femmes, les AME/APE pour accroître la scolarisation des filles.
- Prendre en compte le risque de démotivation de certains enseignants qui n'ont jamais reçu de formation de la part du programme.
- Susciter au sein des communautés d'intervention du programme la création d'associations pour la promotion de l'éducation et la protection des enfants.
- Former les CGS, APE/AME à la recherche de financement externe ou interne pour accompagner les écoles au niveau de l'accès et la qualité de l'éducation.
- Travailler avec les structures (mairie, CGS, APE/AME, CAP) sur les stratégies de sortie du programme.
- Prendre en compte les conclusions issues de cette rencontre dans la planification de 2018.

D. Conclusion

En somme, nous pouvons dire que pour la suite de la mise en œuvre du programme, il serait indispensable pour l'équipe de mise en œuvre du programme de travailler à développer des stratégies de pérennisation avec les différentes parties prenantes afin de s'assurer du maintien des changements après le retrait d'Educo.

E. Approche genre

A. Appréciation globale sur le critère

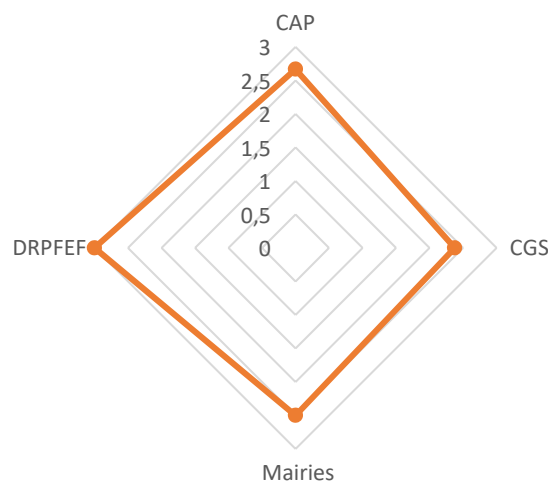
Le critère genre est perçu comme étant un critère de qualité pour les projets et programmes pilotés par les délégations de la fondation Educo. Pour cette évaluation le critère genre a été retenu comme un élément important de mesure et d'évaluation. Il s'agissait d'évaluer le degré d'intégration du genre dans le programme à travers la collecte des données auprès des partenaires d'Educo Mali intervenant dans la mise en œuvre du programme d'accès à l'amélioration du droit à une éducation de qualité dans la zone de Bako et l'équipe projet.

L'approche genre a été évaluée autour de 5 questions fondamentales. Il s'agit de :

- Dans quelle mesure le programme a-t-il incorporé l'approche genre ?
- L'équité de genre a-t-elle été suffisamment travaillée en relation avec les objectifs initialement prévus ?
- Le programme a-t-il contribué à promouvoir l'égalité de chance entre les filles et les garçons au sein des unités éducatives ?
- Dans quelle mesure il a été possible de sensibiliser sur le rôle de genre et les relations égalitaires dans les unités éducatives ?

Les données collectées en lien avec les questions ci-dessus citées auprès des acteurs externes du programme enregistrent une note pondérée de 2.3/3. Ces informations traduites sous forme chiffrée traduisent que la question de genre est prise en compte dans l'élaboration et dans la mise en œuvre du programme. Cette prise en compte du genre se révèle à travers la formulation d'indicateurs appropriés à cet effet dans le cadre logique. Cette intégration du genre signifie aussi qu'il y a une égalité de chance pour tous les enfants et chaque enfant a les mêmes chances de recevoir l'appui de l'action. Autrement dit, tous les élèves des écoles ciblées par l'intervention partent sur les bases d'égalité et d'équité, étant donné qu'il suffit d'y être inscrit et d'avoir le statut d'élève.

Résultats du critère approche genre Acteurs Externes



B. Analyse des résultats par acteurs

CAP

Pour le CAP, le programme a favorisé l'accès à l'inscription de beaucoup de filles dans les écoles de la zone d'intervention du projet et actuellement, on note que la participation des filles est au même degré que les garçons dans les classes. Par ailleurs, l'équité entre filles et garçons est respectée dans toutes les écoles. Cette situation a été favorisée grâce aux formations dispensées aux enseignants pour la considération du genre dans les apprentissages en classe. Mais il faut souligner que concernant la promotion de l'égalité des chances entre les garçons et les filles au sein des unités éducatives, le CAP estime que les filles sont mieux favorisées que les garçons dans certaines situations, faisant allusion à la bourse filles.

A la question de savoir dans quelle mesure il a été possible de sensibiliser sur les rôles de genre et les relations égalitaires dans les unités éducatives, selon le CAP, c'est à travers les cadres de concertation, les rencontres organisées avec les populations, les focus group, la sensibilisation et la formation des enseignants que les messages concernant cette thématique est diffusés aux populations et prioritairement aux enseignants pour qu'ils prennent en compte le concept de rôle de genre dans les classes..

CGS

Pour les comités de gestion scolaire, le programme a favorisé l'intégration des femmes dans leurs structures. Les témoignages d'un responsable CGS confirment cette situation en ces

termes : *« oui, car il n'y avait pas de femmes dans notre CGS. Mais grâce au programme nous avons 3/7 des membres élus qui sont des femmes grâce à la formation et à la sensibilisation de la communauté faite par ASG. Cette sensibilisation a amené un réel changement de comportement chez les femmes de notre village vis-à-vis de l'école ».*

Aujourd'hui, selon les membres des CGS, il y a une augmentation de nombre de femmes dans les bureaux CGS⁷ et elles sont beaucoup sollicitées par les organisations et associations de développement et impliquées dans la gestion des écoles au même titre que les hommes. Contrairement aux idées reçues, la place de la femme au village était en arrière-plan. » Mais aujourd'hui, elle joue un rôle important dans l'éducation des enfants, 3 femmes sont dans le bureau de notre CGS ».

Cette transformation des mentalités des communautés selon les CGS a été rendu possible grâce aux sensibilisations et formations réalisées auprès des CGS par ASG partenaire d'Educo dans la mise en œuvre des activités du programme. Les sensibilisations et formations ont permis un réel changement de comportement au niveau des populations des villages concernés vis-à-vis de la jeune fille et l'école. Mais certains membres des CGS qui comprennent difficilement le genre estiment que le projet a plus favorisé les filles que les garçons à travers le projet bourse fille.

Mairie

Les filles et les garçons dans la sphère éducative selon les responsables des mairies responsables de l'accès et de la qualité de l'éducation dans les communes et la gestion des écoles jugent que les titulaires de droits sont traités de manière équitable dans les écoles. Eux aussi, pensent que les populations ont tendance maintenant à s'intéresser plus aux filles qu'aux garçons. De manière indirecte, ils soulignent que le projet a contribué à sensibiliser sur les rôles de genre car ils constatent actuellement que dans les familles comme à l'école ce que font les garçons, les filles le font et vice versa. Ils confirment enfin que la mentalité des populations est en train de changer grâce aux séances de sensibilisation réalisées dans les villages et dans les écoles.

⁷ A Bako 6 CGS sur 23 ont une femme élue aux deux premiers postes clés. 1 CGS sur 23 a une femme élue Présidente. 5 CGS sur 23 ont une femme élue au poste de chargée de projet d'école.

DRPFEF (Direction Régionale de la Promotion de la femme de l'enfant et de la Famille)

Pour la DRPFEF, l'augmentation de la scolarisation des filles et leur maintien à l'école à travers le projet bourses filles a été un facteur d'intégration de l'approche genre. La participation des femmes dans les CGS, la fonctionnalité des AME sont des aspects d'incorporation de l'approche genre. En outre, la réalisation de ASDE a permis d'identifier le problème de l'équité du genre et de le prendre en compte dans le programme à travers des actions telles que la formation sur le leadership féminin. Aussi, des sensibilisations ont été réalisées pour que les hommes prennent conscience et acceptent que les femmes soient responsables ce qui fait qu'aujourd'hui les femmes participent pleinement aux activités.

Equipe de mise en œuvre

L'équipe de mise en œuvre estime que l'approche genre est intégrée depuis la conception du programme jusqu'à sa mise en œuvre. Pour elle, des indicateurs appropriés sont formulés dans le cadre logique pour mesurer le degré d'atteinte de ce critère à la fin de l'intervention. A mi-parcours du programme, elle souligne qu'à travers le suivi des activités au niveau des écoles, elle note la non-discrimination entre filles et garçons dans les activités scolaires et para scolaires. Par exemple, le lavage des latrines, se fait sans distinction de sexe. Aussi, avec les sensibilisations sur le genre, faites dans le cadre du programme, on observe une amélioration au niveau de l'inscription des filles à l'école. Par ailleurs, on constate également le respect du genre dans la constitution des bureaux des coopératives scolaires.

Aussi, il ne faudrait pas perdre de vue que le Projet bourse filles a permis le maintien des filles dans le système scolaire et a contribué également à la prévention de la migration et au mariage précoce. Présentement, les garçons commencent à se sentir marginalisés car ne bénéficiant de l'appui comme les filles afin de poursuivre leur cursus scolaire au niveau du second cycle.

C. Recommandations à l'endroit d'Educo Mali

- Renforcer la sensibilisation des populations sur les rôles de genre et les relations égalitaires dans les unités éducatives.
- Renforcer la sensibilisation sur le genre à l'endroit des populations notamment les CGS, les mairies et en particulier les titulaires de droits comme les garçons.
- Renforcer la formation sur l'approche genre à l'endroit du personnel Educo.

- Développer les sensibilisations sur l'éducation parentale dans la zone d'intervention du projet.
- Renforcer le suivi des activités des partenaires de mise en œuvre.

D. Conclusion

En somme, au regard des informations collectées sur le terrain, l'ensemble des acteurs s'accordent de façon unanime que l'approche genre est prise en compte dans la mise en œuvre des activités du programme. Mais, il faut signaler que le genre reste parfois incompris par certaines catégories de personnes, notamment les garçons et parfois par d'autres responsables de structures et surtout la communauté. Par conséquent il est important de développer des actions de communication efficace pour chaque catégorie de cible.

F. Approche Droits de l'Enfant

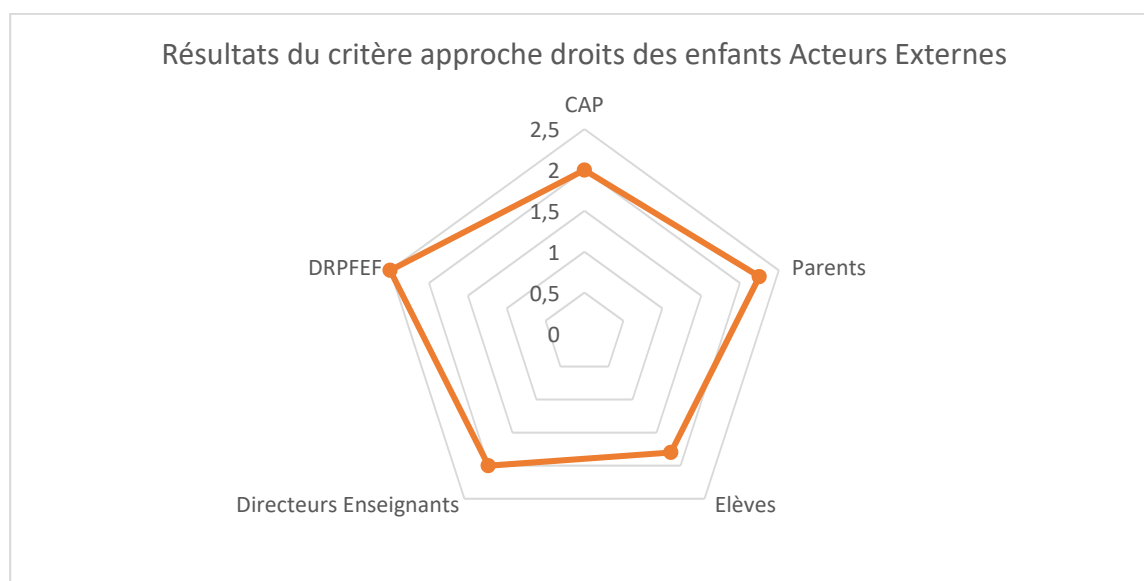
A. Appréciation globale du critère

L'approche Droits de l'Enfant est la base de travail d'Educo, elle concerne les actions directes sur les failles et les violations de droit, le renforcement des structures et les mécanismes institutionnels et le renforcement de la capacité des communautés, de la société civile pour le soutien des droits de l'Enfant. Les projets et programmes d'Educo sont élaborés suivant cette stratégie. L'intégration de cette approche comme un critère d'évaluation avait pour objectif de mesurer la qualité et la performance de l'action à mi-parcours de l'intervention. Il s'agissait d'évaluer les aspects suivants :

- Le degré d'intégration de l'approche droit de l'Enfant dans le programme.
- L'existence d'un cadre de promotion de l'exercice des droits de l'enfant au sein des titulaires d'obligations et de responsabilités.
- Le degré d'intégration de la bientraitance.
- L'existence de cas de violence exercée sur les enfants.
- L'intégration des standards de participation des enfants.

L'appréciation globale des informations collectées sur le terrain montre que si l'on s'intéresse au personnel de Educo Mali et aux autres acteurs concernés directement ou indirectement par

la mise en œuvre des activités du programme d'accès à l'amélioration du droit à une éducation de qualité pour tous (PADEQ) de la zone de Bako, on note que la majorité des réponses apportées par les deux groupes d'enquêtés aux différentes questions évaluatives indiquent respectivement des points pondérés de 2,3/3 et de 2,1. Ces points traduisent de façon systématique que l'approche Droit de l'enfant est intégrée dans la mise en œuvre des activités du programme, même si des aspects importants restent à améliorer.



B. Analyse des résultats par acteurs

CAP

Pour le CAP, des rencontres de sensibilisation sont initiées à l'endroit des parents d'élèves et certains CGS pour la promotion des Droits de l'Enfant. Cette activité vise à ce que ces acteurs de la communauté éducative s'approprient de l'initiative pour la sensibilisation de leurs pairs. Faisant suite à cela, il faut dire que certains CGS et parents d'élèves ont commencé les sensibilisations à l'endroit des familles sur l'importance de la scolarisation des enfants, mais beaucoup de travaux restent à faire pour que l'ensemble de ces acteurs jouent leur partition à favoriser pleinement le respect et la protection des DE.

Dans la même lancée, le responsable du CAP de Farako souligne qu'il existe un cadre de concertation dénommée comité UNGEI (United Nation Girl's Education Initiative) qui est un cadre bénévole dont les membres sont issus de toutes les sensibilités de la société. Ce cadre a pour objectif de promouvoir l'accès des enfants à la scolarisation et particulièrement les filles.

Ce cadre de concertation a été mis en place en 2017 et des activités sont menées telles que la formation des membres dudit cadre à l'Académie à Ségou. Le premier cadre de concertation a été organisé à Bako assortit d'un programme d'activités sur la scolarisation des filles. Il a souligné aussi l'appui institutionnel dont il bénéficie chaque année de la part d'Educo (photocopieuses, ordinateurs, motos...).

Parents d'élèves

Les informations ont été collectées au niveau des parents à travers l'organisation des focus group. Concernant l'intégration de l'approche Droit de l'Enfant, les parents estiment en tant que titulaires de responsabilité, qu'ils sont aujourd'hui beaucoup plus engagés dans l'éducation des enfants grâce au programme pour la réalisation de certains droits des enfants notamment l'établissement des actes naissance des enfants, l'inscription des enfants à l'école. Pour certains parents, les droits de l'enfant ne sont pas respectés à 100% car ils constatent que le châtement corporel est toujours d'actualité en famille et en classes. De plus certains parents refusent toujours de scolariser leurs enfants notamment les filles.

Elèves

Quant aux élèves, ceux-ci pensent que leurs droits ne sont pas respectés par les parents et les enseignants. Ils affirment être victimes d'injures et de châtements corporels à la maison comme en classe et rien n'est fait par le programme pour résoudre cette situation. A cette situation s'ajoute, les violences (violences physiques) entre élèves à l'école. Mais ils confirment bénéficier des actions directes d'Educo telles que les kits scolaires, les vélos, les tenues pour les filles, les lampes...)

Directeurs et enseignants

Pour les directeurs et enseignants des écoles, l'approche droits de l'Enfant est intégrée dans le programme. Pour eux la prise en charge sanitaire à l'école est un aspect du respect des droits de l'enfant et de la bientraitance.

Dans le cadre de leurs activités en lien avec la mise en œuvre de l'approche droits de l'Enfant, il est à souligner que le recrutement des enfants au cycle fondamental se fait sans discrimination de sexe, de race, de religion et d'appartenance ethnique.

Concernant le châtiment corporel les acteurs de la chaine du système éducatif affirment qu'ils ont été formés sur les droits de l'enfant. Pour eux, avec le renforcement de la sensibilisation sur les droits de l'enfant et sur les violences, il y a une réduction sensible de la pratique du châtiment corporel. Lors des assemblées générales avec les parents d'élèves, les enseignants profitent de ces occasions pour sensibiliser les populations sur la protection des droits des enfants.

Il faut ajouter que dans certaines écoles avec la mise en place des comités locaux de bientraitance et des bureaux de la coopérative des élèves, la promotion et la protection des droits de l'Enfant dans les écoles connaissent une avancée significative.

En plus par rapport au renforcement des structures et mécanisme institutionnel ils bénéficient des formations et des appuis en matériels pédagogiques.

Témoignage d'un enseignant

« Un parent d'élève avait chassé son enfant de 8 ans de la maison. Dès que le comité de bientraitance a été informé, ils se sont saisis du dossier et ont entamé des actions de sensibilisation à l'endroit du parent pour lui faire comprendre que l'enfant a des droits et que le laisser au dehors l'expose à des dangers. Suite à toutes ces actions, l'enfant a été réintégré le domicile ».

A la question de savoir s'il y a des cas d'abus de maltraitance ou de violence exercés sur des enfants ont-ils été détectés pendant le processus d'implémentation du programme ? Dans le cas affirmatif, qu'est-ce qui a été fait ? Les directeurs et enseignants ont fait savoir qu'ils ne peuvent affirmer qu'il n'y a pas d'abus, mais des violences entre élèves sont constatées chaque fois. Des mesures sont prises pour résoudre ces types de situation. Il s'agit de convoquer les parents des élèves concernés pour leur expliquer les faits et ensuite, il est demandé au parent de l'enfant qui a exercé de la violence sur son camarade de classe de discuter et de conseiller son enfant pour que de tels comportements ou agissement ne se reproduisent plus à l'école. Pour conclure leurs interventions, ils soulignent qu'il ne faut pas perdre de vue que certains parents quand bien même, sensibilisés et formés sur les droits de l'Enfant ne jouent leurs rôles de promotion et de protection desdits droits dans leur environnement. Ils continuent d'infliger aux enfants des tâches domestiques qui dépassent leurs capacités.

DRPFEF

Les informations collectées auprès de la DRPFEF révèlent que c'est suite aux constats faits dans les écoles de l'existence de formes de violences observées entre élèves et entre enseignants élèves (châtiments corporels) que cette structure a la nécessité de vulgariser le règlement intérieur dans les écoles, sensibiliser et former les enseignants sur la lutte contre le châtiment corporel.

Aussi, la DRPFEF a contribué à la sensibilisation des communautés sur les inconvénients du mariage précoce des filles, le non enregistrement des enfants à la naissance et les pratiques traditionnelles néfastes. Elle a contribué également à la vulgarisation des DE à l'endroit des populations de la zone d'intervention.

Toujours selon les agents de cette structure, il existe un engagement moral signé par chaque partenaire engagé dans sa relation avec Educo dans le cadre de la mise en œuvre des activités sur le terrain à l'observation du respect des droits de l'enfant. Aussi La DRPFEF avec l'appui qu'il reçoit d'Educo suit les aspects de bientraitance dans les écoles et interpelle les responsables si des défaillances sont constatées dans certains cas.

C. Recommandations

Les recommandations vont dans le sens d'améliorer les insuffisances qui existent dans la mise en œuvre de cette approche pour garantir un environnement familial et scolaire où les enfants jouissent véritablement de leurs droits. Pour améliorer cette situation, Il s'agira de :

- Renforcer la sensibilisation des ménages et des membres des unités éducatives sur tous les aspects de l'ADE, de la bientraitance des enfants ;
- Promouvoir les mesures alternatives aux châtiments corporels dans les établissements d'enseignement fondamental et à l'observance des règles de bientraitance par les enseignants et les élèves entre eux ;
- Mettre en place des mécanismes de dénonciation des cas de maltraitance et d'abus dans les écoles de la zone d'intervention du programme ;
- Recycler le personnel sur l'ADE.

D. Conclusion

En définitive, les populations confirment que le programme a contribué à l'amélioration du respect des Droits de l'Enfant dans la zone d'intervention en termes d'augmentation du nombre d'enfants scolarisés chaque année, la participation des enfants à la vie scolaire à travers les coopératives scolaires, la prise en charge sanitaire des élèves lorsqu'ils sont malades par les CSCOM. Mais des insuffisances sont signalées notamment la persistance des châtiments corporels infligés aux enfants dans les familles et à l'école, les violences entre élèves ne permettent pas de garantir un environnement familial et scolaire bienveillant ou les enfants puissent jouir pleinement de leur droit.

IV. CONCLUSIONS

L'évaluation du programme PADEQ du Mali mis en œuvre par Educo et ses partenaires dans les communes de Baguindadougou, Samafoulala, Diganidougou et Farako a permis de recueillir l'opinion de tous les acteurs impliqués. Les entretiens ont permis d'avoir une vision globale de l'appréciation des différents acteurs sur les critères d'évaluation.

Avec un résultat global de 2,7 sur 3 en termes de pertinence tous les acteurs s'accordent pour dire que l'intervention est pertinente au regard de politiques et des priorités de l'Etat Malien et au regard des priorités des acteurs de l'éducation. L'analyse des réponses des différents acteurs fait ressortir qu'il existe des points qui pourraient être renforcés, notamment les actions avec les enfants non scolarisés ou déscolarisés. Aussi les Mairies trouvent que leur part de contribution à certaines activités comme la construction des écoles devrait être réduite ce qui pose un sérieux problème pour la durabilité qui devra nécessairement passer par eux.

Pour ce qui est de l'efficacité dans la réalisation des objectifs le résultat est aussi positif, 2,3 sur 3. Les parents ont posé le problème des enfants porteurs d'handicaps et des enfants qui fréquentent les écoles coraniques et qui ne sont pas pris en charge par les projets d'Educo. De façon globale les différents acteurs sont satisfaits sur l'efficacité.

L'effet est le critère qui obtient le meilleur score de tous les critères avec un résultat de 2,8 sur 3. Pour la plupart des acteurs le principal changement se situe dans le droit à l'éducation où l'on note une grande augmentation (pas chiffrée dans cette évaluation) du nombre d'enfants inscrits à l'école. Un autre point saillant de l'évaluation est que l'ensemble des acteurs a une opinion favorable du travail qui est fait en matière de droits dans l'éducation, notamment avec la mise en œuvre de l'approche équilibrée qui a eu des effets dans la capacité de lecture et écriture des élèves des classes concernées. C'est un fait d'autant plus marquant que c'est le premier programme d'Educo en Afrique qui s'attaque à cette problématique. La participation des femmes au CGS a aussi été notée comme un aspect positif du programme.

Contrairement au critère relatif à l'effet, le critère de durabilité, a été le plus mal noté avec seulement 1,7 sur 3. De tout le paquet d'activités qu'Educo met en œuvre dans la zone, seules

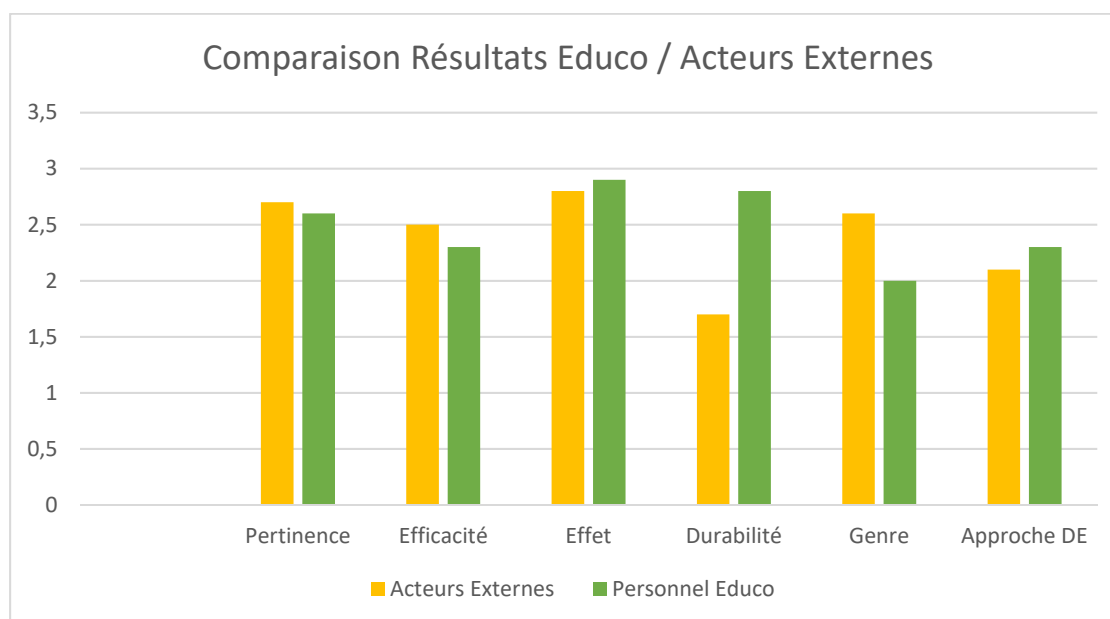
les activités de renforcement de capacités (formatives et les dotations de matériel) et le plan de durabilité des cantines sont perçues comme durables par les acteurs questionnés lors de cette évaluation. Au-delà de l'appréciation que les acteurs font de la durabilité deux problèmes de fond se posent :

- Les titulaires de responsabilité, malgré leur appréciation de la durabilité, ne proposent pas d'alternatives. Leurs propositions se centrent sur la prise en charge d'autres dépenses qui actuellement sont prises en charge par eux, comme par exemple : les jugements supplétifs et la fièvre typhoïde. Ils saluent tout de même l'organisation des mamans en groupements d'épargne pour le changement ».
- Les titulaires d'obligations, même s'ils sont conscients de leur rôle, ont une vision diamétralement opposée à celle d'Educo. Les Mairies demandent à ce que leur contribution pour la réalisation de certaines activités soient diminuées (ex : infrastructures)

Le critère de l'approche genre à une note de 2,6 sur 3. De façon générale l'ensemble des acteurs s'accordent pour dire que l'approche genre est prise en compte dans le programme mis en œuvre. Certaines réflexions font penser que peut-être la compréhension de l'approche genre n'est pas la même chez les acteurs qui ont participé à l'évaluation que celle d'Educo. Les élèves garçons par exemple ne comprennent pas que les bourses du secondaire soient seulement pour les filles.

En ce qui concerne l'intégration de l'approche droits de l'Enfant le résultat de 2,1 sur 3. Ce sont les enfants qui ont une plus mauvaise appréciation du travail qui est fait en la matière. Cela vient du fait que la seule question qui leur a été posée est relative au châtiment corporel et leur appréciation est que le châtiment corporel est toujours appliqué à la maison. Cet aspect lié aux châtiments corporel a été relevé par l'ensemble des acteurs comment étant une question sur laquelle le programme doit encore travailler.

Comparaison des Résultats Acteurs Externes / Educo



Au niveau de la comparaison de résultats chez le personnel Educo et chez les acteurs externes, la différence la plus notable se situe au niveau de la durabilité, qui est sensiblement plus bas chez les acteurs externes que chez le personnel d'Educo. Cette différence d'appréciation doit être analysée en profondeur dans un autre cadre et un travail doit être effectué pour arriver à une vision conjointe.

De l'analyse des données recueillies par l'évaluation, on peut conclure un haut degré de satisfaction de l'ensemble d'acteurs externes par rapport aux critères de l'évaluation sauf en ce qui concerne la durabilité des actions mises en œuvre.

Recommandations pour Educo Mali :

L'analyse de résultats amène l'équipe d'évaluation à poser des recommandations qui doivent être prises comme des pistes de réflexion pour l'équipe d'Educo Mali en vue d'améliorer les points qui sont ressortis comme étant les plus faibles.

- La principale recommandation concerne la durabilité des activités mises en œuvre. Il faudrait d'abord travailler à ce que la vision de la durabilité pour les acteurs externes et le personnel d'Educo soit la même. Cette vision conjointe devrait inclure les rôles et les capacités réelles des titulaires d'obligation dans la mise en œuvre des activités. C'est en

construisant cette vision commune qu'un travail conjoint pourra être fait. De même avec les titulaires d'obligations.

Il existe peu d'expériences qui garantissent la durabilité au niveau communautaire dans le domaine de l'éducation. Il faudrait néanmoins faire un travail de recherche pour voir dans quelle mesure il serait possible d'allier le travail avec les titulaires d'obligation au travail avec les titulaires de responsabilités pour garantir la pérennité des acquis.

- Au niveau du terrain, la participation des femmes au projet et la réalisation d'activités spécifiques genre est une réalité. Il faudrait inclure les garçons et les hommes dans les activités de sensibilisation sur le genre pour pouvoir les amener à comprendre les raisons qui poussent Educo à la réalisation d'activités spécifiques pour les filles. Néanmoins les aspects liés au genre devraient faire l'objet d'un plan de renforcement de capacités organisationnelles et programmatiques au sein de l'équipe d'Educo Mali et ses partenaires par le siège.
- Les activités de prise en charge de la santé des élèves continuent à être très présentes dans les réponses des acteurs externes, il serait nécessaire qu'Educo Mali puisse communiquer de façon claire à ce sujet pour que cela ne revienne plus à l'avenir.
- Une fois que la qualité de l'enseignement est entrée dans le discours des acteurs externes, y compris dans les communautés, il faudrait continuer les efforts en ce sens et si possible faire un passage à l'échelle dans l'ensemble de la zone d'intervention.
- Le travail avec les enfants exclus du système (non scolarisés ou déscolarisés) est une demande forte de la part de tous les acteurs. Il est nécessaire qu'Educo puisse communiquer sur le processus de financement de PACETEM qui prendra en charge cette dimension. A défaut du financement de PACETEM il serait nécessaire d'inclure des actions en ce sens avec des fonds propres.
- Le châtiment corporel étant ressorti par l'ensemble des acteurs comme une question non résolue devrait faire l'objet d'une réflexion en vue de renforcer les actions en la matière.

- Facteurs externes pouvant limiter l'action du programme : l'absentéisme des enseignants pour des raisons de grèves ou autres raisons compromettent l'atteinte des résultats du projet tant en termes de qualité que d'accès et mobilisation des acteurs autour des activités du programme. Le travail d'action – recherche qu'Educo est en train de réaliser sur le Temps Réel d'Apprentissage (TRA) en collaboration avec le FONGIM devrait continuer à être une priorité pour la délégation qui devrait continuer à assurer le lead.
- Il faudrait qu'Educo Mali travaille en plaidoyer ce qui permettrait d'augmenter la durabilité.
- Les titulaires de responsabilités estiment que l'organisation des mamans boursières en groupement pour l'EPC (Epargne pour le Changement) constitue une belle stratégie pour la durabilité du projet.

ANNEXES

1. Analyse et reformulation des indicateurs
2. Matrice d'évaluation
3. Matrice d'évaluation par acteurs
4. Chronogramme terrain
5. Guides d'entretiens
6. COMPIL évaluation
7. Analyse du processus et recommandations d'apprentissage